eaj pnb
www.eaj-pnb.eus
PDE EDP

_LeMA n°229

2021ko Apirila/ Maiatza/ Ekaina
AVRIL / MAI / JUIN 2021

# PEUT-ON ENCORE RÉSOUDRE LE PROBLÈME DU LOGEMENT ?

# BIZITEGIAREN ARAZOARI ORAINDIK ERANTZUN BAT EMAITEN AHAL DIOGU ?




_ANALYSE ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

_ENERGIES RENOUVELABLES LOCALES. POURQUOI C'EST URGENT

3 **SAR HITZA** / ÉDITO
Abertzaletasuna da geroa!

5 **ALDERDIKIDE**
Beñat Arrabit et Panpi Etchegaray, deux amis élus, passionnés par Arrosa

8 **INGURUMENA** / ENVIRONNEMENT
Des énergies renouvelables locales. Pourquoi c'est urgent.

11 **HAUTESKUNDEAK** / ÉLECTIONS
Elections départementales : le virus de l'abstention progresse

17 **KITZIK**

18 **BIZITEGIA** / LOGEMENT
Se loger pour vivre au Pays Basque - De la côte basque jusqu'en Soule

25 **HISTORIA**
Bunkerrak, hondatzen ari den hondarea

28 **GIZARTEA** / SOCIÉTÉ
Tu rêvais d'être libre

30 **HANDIK** / ÉCHOS DU SUD
Euskadi : des compétences arrachées aux forceps
Peio Etxeleku : « On a en face de nous, des gens qui ont du pouvoir pour agir »

34 **OMENALDIA** / HOMMAGE
Mixel « Berroko », paysan de Gamarthe au sens noble du terme

36 **HISTORIA**
Aldudar 17 fraile beneditarrak

38 **EUROPA**
Première contribution d'EAJ-PNB à la Conférence sur l'avenir de l'Union Européenne

42 **ALDERDIAREN BIZIA** / VIE DE L'ALDERDI

_LEMA»

TRIMESTRIEL D'OPINION ET
D'INFORMATION CITOYENNE

Adresse postale :
EAJ
25 rue Thiers karrika
64100 Bayonne / Baiona

Tél. : 05 59 46 15 34
www.eaj-pnb.eus

Directeur de la publication :
Jean Tellechea

Mise en page et design graphique :
Izar Design

Abonnement :
contact@eaj-pnb.eus



# Abertzaletasuna da geroa! Pour un patriotisme basque inclusif et progressiste

Les dernières élections départementales et régionales ont été riches d'enseignements en Pays Basque nord :

- Une abstention sans précédent d'abord, qui interpelle tous les responsables politiques que nous sommes. Les facteurs explicatifs sont nombreux et nous n'y reviendrons pas en détail. Nous pouvons cependant déplorer plusieurs dérives : une confusion des enjeux, avec des partis hexagonaux qui ont voulu en faire un tour de chauffe pré-présidentielles, un déficit absolu de pédagogie sur les compétences des départements et des régions (qui interroge également sur la pertinence de la compilation de tant d'institutions au sein desquelles la prétendue décentralisation n'est que très partielle) et enfin, des problèmes logistiques majeurs, inconcevables dans une démocratie supposément aussi mûre que la France.

- Des élections qui confortent la position d'élus de proximité et de terrain, profondément attachés à la préservation de l'identité basque et à un traitement pragmatique et efficace des problèmes quotidiens de nos concitoyens. Ce sont des élus avec qui nous travaillons en permanence et dont nous connaissons les qualités, c'est ce qui a motivé l'apport de soutiens locaux d'EAJ, sur plusieurs cantons du Pays Basque intérieur.

- Un niveau de vote historique des abertzale qui deviennent la deuxième force politique d'Iparralde. Même si plusieurs approches ou thématiques nous séparent (et nous ont même fait considérer comme adversaires dans un passé récent, en particulier sur la question de la violence politique, heureusement éteinte aujourd'hui), nous ne pouvons que nous réjouir de la progression du fait national basque. EH Bai récolte aujourd'hui les fruits de plus de 40 ans d'actions militantes, dans tous les domaines de la société. Nous n'oublions pas cependant que de nombreux Jeltzale y ont aussi contribué : qu'il s'agisse de la création de Seaska (Dr. Argitxu Noblia), de Herrikoa ou du Conseil de Développement du Pays Basque (brillamment présidé par Ramuntxo Camblong) ou encore dans le domaine du développement économique ; le Gouvernement Basque, dirigé par EAJ, répondant systématiquement et (trop) discrètement présent à chaque fois qu'il convient de financer les multiples initiatives de la société civile d'Iparralde (constructions d'Ikastola, créatIons culturelles, OPLB (Office Public de la Langue Basque) ou encore

EHLG (Euskal Herriko Laborantxa Ganbara), etc.).

• Une expression politique du Pays Basque nord quelque peu tronquée dans les résultats des régionales puisqu'aucune voix abertzale n'a trouvé sa place au sein des listes présentées à nos suffrages.

Pour ce qui est d'EAJ, les exigences du Code Électoral et la brièveté avec laquelle notre nouvelle direction a dû traiter cette question ne nous ont pas permis de jouer le rôle auquel nous aspirons sur l'échiquier politique d'Iparralde :

• Par rapport aux cantonales, notre Parti était directement représenté sur le canton de Biarritz (avec le binôme Abeberry - Auzeméry) où nous avons obtenu un score encourageant de 10,7%. A n'en pas douter, il s'agit d'un socle intéressant en vue de la création d'un groupe local de sympathisants qui incarnent véritablement une nouvelle génération politique et qui pèsera dans les prochaines échéances électorales.

• Plusieurs réélections de Conseillers Départementaux dont nous sommes proches nous ont réjouis car elles nous permettront de poursuivre le travail de terrain et de proximité que nous menons ensemble en vue de bâtir un Pays Basque plus équilibré.

• Mais la victoire de Joseba Erremundegi (canton de Bayonne et Boucau), qui s'est lancé grâce à nous en politique et qui est promis à un bel avenir, revêt une saveur toute particulière. Nous nous en félicitons.

• Pour ce qui est des régionales enfin, l'impossibilité de présenter des candidats dans 12 départements (!) nous a amenés à discuter la possibilité de nouer des alliances avec des partenaires politiques qui nous sont compatibles. Cette approche qui s'inscrit totalement dans l'ADN d'EAJ (nous préférons de loin, être à l'intérieur des institutions, aux côtés de mouvements politiques qui partagent l'essentiel de nos valeurs démocratiques) n'a malheureusement pas abouti. Les mouvements politiques hexagonaux ont certainement privilégié des calculs d'appareils au détriment de l'expression de la parole abertzale progressiste, au sein de l'assemblée régionale. Nous ne pouvons que le regretter.

• Une dernière et double satisfaction enfin : le relatif échec du Front National (ce parti obscurantiste et raciste obtenant des scores très éloignés de ses ambitions) et la victoire éclatante de nos amis et alliés Corses de Fà Populu Inseme, emmenés par Gilles Simeoni. Complimenti Edmond !

Ces élections nous confortent donc dans notre volonté de rassemblement de toutes les sensibilités centristes et euskalzale d'Iparralde, dont l'ambition première est le développement équilibré du territoire basque, dans le double respect des intérêts des générations futures (défi écologique) et de ce qui fonde le socle de notre identité : nos droits linguistiques, le respect dû à notre terre nourricière, la foi en la diversité et en notre capacité à intégrer tous ceux qui font leur, cette terre si singulière et veulent son rayonnement au sein d'une fédération européenne où Euskadi aura toute sa place.

**Hauteskunde emaitzetatik haratago, ezin zaigu isilpean atxiki gure hizkuntzak berriki jasan behar ukan duen eraso lotsagarria. Frantses poderearen jukutria zikinaren ondorioz, hilzorian daukagun Euskara maitearen transmizioaren gako nagusia, murgiltze sistema, lanjer gorrian ezarri digute. Epe motzera berri oso kezkagarria da eta gure Alderdiak bere mobilizapen osoa adierazi nahi ukan die Euskararen eragileei, Andoni Ortuzar eta hainbat burukideen presentziarekin, Maiatzaren 29-ko manifestaldian. Epe ertainera irabaziko dugula dudarik ez dugu, eta Euskararen aldeko aktore guziak segurtatuak izan daitezke EAJ-ak eskutan dituen indar guziak mobilizatuko dituela gure ontasunik haundiena salbatzeko ipar Euskadin.**

**Euskara, lurralde emankor eta orekatua, gizarte ideki eta inklusiboa... sekulan baino gehiago, abertzaletasun progresista da gure geroa !**

**Peio Etxeleku**
**Président régional d'EAJ**
**IBBren burua**

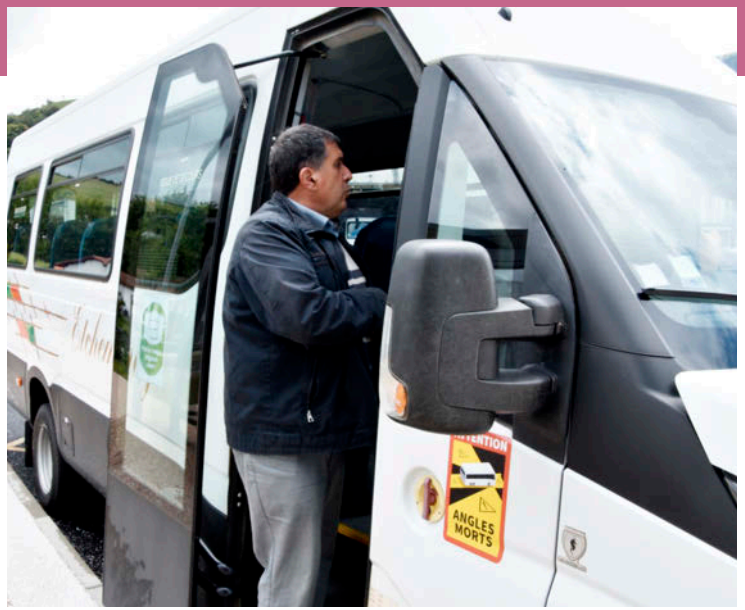



# Beñat Arrabit et Panpi Etchegaray, deux amis élus, passionnés par Arrosa

Beñat Arrabit et Panpi Etcheharay sont respectivement maire et premier adjoint de la commune de St Martin d'Arrossa, en Basse-Navarre, près de Baigorri. Que de chemin parcouru, depuis leur prise de fonction, en 1995 ! Ils nous parlent avec conviction de leurs projets passés et à venir et de leur quotidien d'élu, mal connu y compris des Arrosatar.

**Festival Euskal Herria Zuzenean : « Arrosako zolan » ...**

Beñat Arrabit : à l'époque, l'association Piztu recherchait des terrains. Cette vallée était vraiment particulière, à proximité des services, comme les trains de la SNCF, mais aussi, la route départementale. C'est ce qui a fait une partie de son succès. L'accessibilité a permis aussi que les gens de la côte viennent rapidement. C'était un challenge. La 1e édition eut lieu en 1996. 8 éditions se sont succédés. Ce n'était pas évident de s'engager parce que c'était nouveau à cette échelle-là. On avait l'habitude de nos fêtes locales, mais c'était une autre dimension. Nous avons accueilli près de 30 000 personnes, au plus fort de son succès. En traitant cela avec sérieux, cela a pu avoir lieu et avoir cette réputation.




## _St Martin d'Arrossa aussi, en pleine pression foncière

***Quelles sont les principales évolutions qu'a connu St Martin d'Arrosa, depuis que vous êtes maire et premier adjoint, dans les années 90 ?***

Beñat Arrabit : lorsque nous avons été élus en 1995, Arrosa comptait 415 habitants. Au dernier recensement, nous sommes passés à 553 habitants. Cela revient à une augmentation de 2% par an, ces dernières années en tout cas. La sociologie du village change. On se doit d'avoir tous les services, parce qu'avec l'apport de population, les gens sont plus exigeants.

Beñat Arrabit : nous nous sommes engagés dans une politique de création d'habitat, avec des logements que nous avons créés, sur le compte de la commune avec l'Office 64. Lorsque le programme sera achevé, nous aurons à terme 17 logements dits sociaux qui ne manquent pas de locataires. Dès qu'un locataire part, il est rapidement remplacé. Le logement fait partie des services proposés. Voilà pourquoi, la commune s'est engagé à créer ses propres logements qui est mise à disposition de la jeunesse locale, mais aussi, pour des personnes âgées. Nous avons un panel de logements qui permet de répondre aux différentes demandes.

Panpi Etchegaray : dès 2001, nous avions avec ce qui était l'Office 64, l'Office HLM de Bayonne, anticipé les besoins qui sont criants aujourd'hui. Nous avions construit 4 logements dits conventionnés, dans la commune, parce que nous savions déjà à l'époque que cette pression foncière se faisait jour ici. Elle s'est aggravée depuis... nous espérons que nos collègues élus du Pays Basque intérieur prendront ce chemin. Le mot HLM faisait peur, il y a 20 ans. C'est vraiment une vue de l'esprit que de croire que ce sont des populations négatives qui arrivent. Ce n'est pas du tout cela. Ce sont les contre-feux que nous devons allumer. Quand on voit la flambée des prix du foncier, que ce soient des terrains ou de l'habitat, dans le village, cela nous conforte dans l'idée de ce que nous avons fait voilà 20 ans et que nous continuons à faire aujourd'hui.

## _Elu local : quel est leur quotidien ?

***Quel est le quotidien du maire et du premier adjoint d'Arrossa ?***

Beñat Arrabit : je ne sais pas si les habitants d'Arrossa mesurent le temps que l'on y passe. Le temps s'est un peu allégé, puisque je ne suis plus vice-président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Cela me permet de m'y consacrer à temps plein. C'est forcément un travail de tous les jours, sauf le dimanche. Ce n'est pas un sacerdoce mais presque. Quand on s'engage, il ne faut pas faire les choses à moitié.

***Comment faire quand on est actif ?***

Beñat Arrabit : il y a forcément quelque chose qui en pâtit. J'étais artisan. Mon activité a pâti de mon engagement politique. C'est un choix qu'il faut partager avec le couple. On a une vie de famille, des enfants. Donc, forcément, il y a des retombées là aussi. Il faut que tout le monde soit bien




fort dans sa tête. C'est un vrai challenge y compris pour la vie personnelle. La passion l'emporte.

Panpi Etchegaray : je dirai un peu la même chose que Beñat. Les gens d'Arrossa nous connaissent. Nous sommes nés dans ce village. Depuis la maternelle, nous sommes connus des villageois, même si après, nos chemins ont pu se séparer quelques temps. Je ne pense pas que les gens d'Arrossa connaissent notre investissement dans la commune. Les gens voient bien les réalisations, mais, ils ne mesurent pas le temps qu'on y passe. C'est un engagement de tous les jours ...

***Quelle est l'indemnité d'un élu ?***

Beñat Arrabit : pendant 25 ans, j'ai touché aux alentours de 500€ par mois. En changeant de strate, de 500 à 1500 habitants, je perçois environ 1100€. Ce sont des frais de mandat qui incluent la voiture, les vêtements, ... Ce n'est pas une paye, mais des indemnités de frais de mandat.

Panpi Etchegaray : en tant qu'adjoint, je touche 319.60€ par mois, pour solde de tout compte ! on ne compte pas le nombre d'heures de travail. Nous ne sommes pas des salariés, mais des personnes au service de la commune. C'est un choix personnel. Il y a aussi des avantages. On ne le fait pas pour l'argent, mais pour voir notre village se développer.

Suivez en vidéo, « la défiance à l'égard des élus », « le secret de la longévité »

## _Arrosa ne doit pas être un village dortoir

Beñat Arrabit : nous sommes fortement engagés par rapport à l'économie. Nous ne voulons pas qu'Arrossa soit un village dortoir. Le bâtiment « Gurea » sera réaménagé pour pouvoir accueillir des entreprises. Nous sommes également en négociation depuis de longues années, avec la SNCF, pour des terrains près de la gare. La Communauté Pays Basque pourrait y aménager une zone artisanale. C'est avoir une vision d'avenir que de penser à cela. La structure Gurea était prévue au départ pour 80 salariés. Elle n'en a accueilli qu'une quarantaine. Ces derniers temps, il y en avait une dizaine pour finir. Gurea a fermé en 2019, faute de repreneurs. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à le racheter, pour maintenir cette structure dans l'économie. Je pense que rapidement, une vingtaine de salariés vont y retravailler. Le projet de Gurea consiste à réaménager dans un modèle d'hôtel d'entreprises. Un petit pôle d'activités sera créé ces prochaines années. Les gens d'Arrossa ne doivent pas venir ici uniquement pour dormir et qu'ils puissent y travailler.

Panpi Etchegaray : nous venons de finir un petit pôle d'échange multimodal. Il a été mené avec la région Nouvelle Aquitaine, le syndicat des mobilités et la commune. Là s'organiseront du covoiturage, des mobilités douces en vélo ou en marche à pied. Nous avons une navette en autobus qui vient d'Urepel, avec 5 allers et retours par jour, en correspondance avec le TER, lui-même en correspondance avec des lignes nationales ou régionales. Ce pôle d'échange permettra à plusieurs salariés ou scolaires ou à des gens qui vont sur la côte, pour diverses raisons, de laisser leur voiture ici et d'emprunter du transport collectif. Nous comptons beaucoup sur ce projet, en étant dans la zone d'attraction de Bayonne.

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le lundi 13 septembre 2021
Buruilaren 13an astelehenean



Tokiko zentrala hidrolikoaren hari sarea. Ez du ezer ikustekorik, zentrala nuklearren hari sare erraldoiekin. Tokiko sarearen abantaila : elektrizitatearen indarra ez galtzea.

# Des énergies renouvelables locales. Pourquoi c'est urgent.

Peu d'entre nous le savent mais la question des énergies renouvelables s'inscrit dans le droit fondamental de l'environnement. Le but de cet encadrement juridique est de protéger toutes les composantes de l'environnement sous tous ses aspects (eau, air, pollutions, déchets, bruits, danger, risque, santé, urbanisme, espace). Concrètement, cela signifie que l'énergie hydraulique (un moulin...), l'énergie photovoltaïque, l'énergie solaire thermique, l'énergie éolienne terrestre ou off-shore, les pompes à chaleur, la biomasse, c'est-à-dire l'ensemble des recours aux ressources renouvelables est de plus en plus fréquent pour la production d'électricité, la production de chaleur ou la climatisation des bâtiments.

Elles apparaissent aujourd'hui comme une alternative sérieuse aux énergies fossiles pour les compléter ou les substituer. Elles permettent de diminuer les rejets de CO2 et surtout, contrairement au pétrole, au charbon ou au nucléaire..., elles sont renouvelables et ne peuvent pas s'épuiser. Pourtant, nous tardons à prendre de la distance avec le modèle de production énergétique nucléaire pour opter pour des modèles plus durables pour notre environnement.

## _L'Union européenne a donné un cadre

Au niveau européen, la position de la Commission européenne est plutôt géostratégique. L'UE investit pour conserver la place de leader mondial que les entreprises européennes ont en matière d'éolien offshore, de technologies d'énergies des vagues et des marées, ou même d'éolien flottant. Dans le cadre d'une « Energie propre pour tous les Européens », elle cherche à montrer l'exemple dans le domaine des énergies renouvelables et dans la réduction des émissions de gaz comme discuté lors de l'accord de Paris. L'objectif est qu'un tiers de la consommation finale d'énergie soit renouvelable pour 2030. La Banque d'investissement européenne (BIE) qui finance les projets au sein de l'Union européenne s'est engagé à soutenir cette politique, en particulier pour décarboner l'approvisionnement énergétique ; pour soutenir l'innovation et les infrastructures énergétiques innovantes notamment la production décentralisée d'énergie, le stockage de l'énergie et l'électromobilité ; ou encore pour assurer les investissements dans le réseau électrique destiné



Xavier Cabillon, Arrosako zentrala hidrolikoan

à consolider l'intégration de sources d'énergie nouvelles et diversifiées ; mais aussi pour renforcer les interconnexions transfrontalières au sein de l'espace européen.

Localement, comment peuvent se concrétiser ses orientations ? Les régions se font l'écho, à travers leurs programmes d'Appels à projet de cette orientation environnementale européenne. En Nouvelle Aquitaine, la micro-méthanisation, le soutien aux démarches innovantes, la valorisation des déchets, l'agri-solaire sont autant de thématiques encouragées par des financements européens appuyés par la Région. Depuis le transfert de compétences en matière de transition écologique aux régions en 2016, la Région Nouvelle Aquitaine a accru les soutiens aux projets développant l'utilisation des énergies renouvelables. Selon RTE (Réseau transport d'électricité), en 2019, il se répartit entre 7% d'hydraulique, 5% de solaire, ce qui fait de la Nouvelle-Aquitaine la première région de France en la matière, 3% de bioénergies (méthanisation et biomasse utilisée en chaufferies bois, alimentée par la région la plus boisée de France), l'éolien représente 3% dans ce mix, mais sa production a bondi de 41% dans la seule année 2018, vient ensuite le thermique qui constitue 2% du renouvelable (géothermie basse température, etc.). La Nouvelle Aquitaine a soutenu ces projets à hauteur de 8 millions d'euros. A titre de comparaison, en 2020, Euskadi a investi sur les énergies renouvelables pour près de 21 millions d'euros, dont la majeure partie sur les énergies marines (2,5 millions) et surtout sur les nouvelles installations de production électriques renouvelables (6 millions). Certes les territoires sont différents mais la prise en charge de l'urgence semble moindre du côté français.

## _Des énergies renouvelables, sources de revitalisation économique locale

Pourtant, d'un point de vue politique, économique et écologique, les énergies renouvelables ont beaucoup d'avantages. D'une part, elles sont propres et non polluantes, contrairement aux combustibles fossiles qui émettent des hydrocarbures et du CO2 une fois qu'ils sont brûlés. D'autre part, elles peuvent être disponibles localement. Elles n'ont pas à transiter depuis certains pays producteurs de pétrole, de gaz ou même pour le cas de l'énergie nucléaire sur des centaines ou des milliers de kilomètres. Ainsi, le coût de l'énergie n'est pas défini par la situation économique et politique d'autres pays. En bref, produire une énergie renouvelable localement permet de maitriser le coût de ses dépenses énergétiques, d'avoir un impact moindre sur l'environnement et par ailleurs de créer de l'emploi sur son territoire de vie.

Plus précisément, des initiatives portées bien souvent par des projets « de réappropriation citoyenne » émergent. Par exemple, ici, en Pays basque nord, depuis 2018 est apparu la coopérative Enargia. Soutenu par la Région Nouvelle Aquitaine, ce fournisseur d'énergie s'affirme pour fournir une offre d'électricité exclusivement renouvelable et la plus locale possible. L'intérêt de cette démarche a une dimension politique : elle permet de mobiliser les « consom-acteurs » du territoire dans une réelle conscientisation de son impact environnemental. Pour le dire autrement, il s'agit d'une forme de circuits-courts de l'énergie, en rapprochant les producteurs des consommateurs et par ailleurs, contribuer à créer des emplois locaux. L'enjeu est aussi de comprendre notre mode de consommation d'énergie. Xavier Cabillon, responsable technique de centrales hydroélectriques en Basse-Navarre, dans la vallée des Aldudes, le souligne quand il explique que l'énergie « la plus propre est celle que l'on ne consomme pas ». Pour être efficace, l'autonomie énergétique doit s'appuyer sur deux concepts que sont l'efficience et l'économie énergétique. Autant que de produire de l'énergie,



Hergarai ibarraren, egur energiaren egiteko « Sugarai » kooperatiba - copyright : Sugarai

ce qui compte c'est aussi de ne pas la gaspiller en l'utilisant au mieux. Lors de son transport entre le point de production et le point de livraison, l'électricité connaît des pertes dont le volume dépend de la valeur du courant, de la distance de transport et des caractéristiques du réseau. Selon RTE, ces « pertes de ligne » peuvent représenter entre 2% et 3% de l'électricité acheminée. Sur le réseau de transport de l'électricité, les pertes totales ont représenté 10,5 milliards de kWh en 2012, soit l'équivalent de deux jours et demi de consommation d'électricité pour toute la France ! Consommer une énergie locale est déjà une manière de ne pas en gaspiller. Investir dans des réseaux efficients est aussi une manière de préserver les ressources.

Par ailleurs, ce producteur d'énergie qui s'est spécialisé dans la réhabilitation de vieux moulins pour produire de l'électricité, souligne que la production d'une énergie locale est aussi un moyen de développer l'économie locale. C'est ce que la coopérative Sugarai démontre sur le canton de Garazi-Baigorri. En valorisant la filière du bois énergie, la coopérative contribue à la dynamisation de la vie locale. Elle créé du lien social, de l'emploi et le sentiment de faire vivre son territoire de vie. Les débouchés sont multiples : les particuliers mais aussi les entreprises, comme la fromagerie Agour de Mendive ou la chaufferie collective de Garazi. Aujourd'hui, la piscine de Garazi, la clinique et la maison de retraire d'Ispoure sont approvisionnés par la chaufferie. D'autres projets d'énergies renouvelables existent en Pays basque nord : un projet d'éolienne, en Oztibarre, un projet d'énergie houlomotrice, sur la Côte basque...

## L'urgence du soutien aux filières de production énergétiques locale

Aujourd'hui, le profil énergétique du Pays basque nord continue de se caractériser par une forte dépendance aux énergies fossiles. Les produits pétroliers et le gaz naturel représentent plus de 60% des consommations énergétiques finales du territoire. L'électricité, dont le mix est national et majoritairement d'origine nucléaire, représente 27% des consommations énergétiques locales. Dans ce schéma, les énergies renouvelables produites localement ne couvrent que 12 % des besoins du territoire. C'est très largement insuffisant et très loin de l'objectif annoncé des 30% en 2030. Au moment de sa création, en 2017, la Communauté d'agglomération Pays basque avait défini une « Feuille de route Patrimoine Energie » du Plan Climat Pays basque. La CAPB doit coordonner un projet européen intitulé « Rénovation énergétique du patrimoine public et développement des énergies renouvelables au service de la neutralité carbone du Pays Basque. Ce projet prévu pour cette année doit s'échelonner sur les 3 années à venir (2021-2023). Les résultats de cette initiative restent peu lisibles. Pourtant, sans un réel engagement de la Communauté d'agglomération, sans un soutien de l'administration française et sans une prise de conscience des citoyens que l'énergie est devenue un enjeu environnemental local majeur, « notre maison continuera de bruler », pour paraphraser un ancien chef de l'Etat français. Surtout, il est urgent de comprendre que nous sommes tous responsables, en tant que consommateurs de cette dérive. Il est désormais impérieux que chacun d'entre nous s'interroge sur ses modes de consommation énergétique. Il y a des solutions locales, multiples qui ne demandent qu'à se développer. Il en dépend de notre autonomie énergétique et de notre liberté collective.

Txema




# Elections départementales : le virus de l'abstention progresse

En Pays Basque, comme ailleurs, les élections départementales ont été marquées par une abstention record, avec deux confirmations : ce territoire demeure fidèle au centre-centre droit et EH Bai poursuit sa progressive ascension en tant que première force à gauche, en Pays Basque nord.



Seuls les résultats du premier tour sont commentés pour deux raisons : la lisibilité des résultats de la participation en évitant un trop grand nombre de données et l'évaluation du pouvoir d'attraction de chaque candidature. Le premier tour est davantage que le second, le vote reflet du choix préférentiel d'un électeur.

## _Pays Basque : une abstention à plus de 62%

Les analyses des résultats électoraux débutaient jusqu'à maintenant, par l'examen de l'abstention. Celle-ci est désormais au cœur des commentaires politiques. La vague d'incivisme atteint un tel niveau qu'elle est le fait caractéristique de ces élections départementales.

L'abstention a gagné en Pays Basque, comme ailleurs en France. Au premier tour, elle a atteint 62.5% en Pays Basque et 66.7% en France. La tradition du civisme basque discipliné a du plomb dans l'aile !

### L'urbain plus incivique que le rural

Une nouvelle fois, les électeurs urbains ont moins voté que les électeurs ruraux. La palme de l'incivisme revient au canton de Biarritz, avec 69.10% d'abstention, suivi de près par le canton de Bayonne 2 à 69% de non-votants. Le canton d'Anglet suit à 66%, Bayonne 3 et Ustaritz-Vallées de Nive et Nivelle, à 64%. L'agglomération urbaine Hendaye-St Jean de Luz suit de près. Canton de St Jean de Luz, à 62.5% et celui d'Hendaye côte basque sud, à 63.5% d'abstention. Hormis Ustaritz-Vallées de Nive et Nivelle, les deux autres cantons du Labourd intérieur ont également une participation aux alentours de 60% : Nive-Adour à 62.64% et Baigura et Mondarrain à 59.70%.

Les deux cantons ruraux demeurent les plus fidèles à une élection autrefois repérable à ses cantons ruraux. Pays de Bidache-Amikuze et Ostibarre à 52.4% et Montagne basque à 52.7% d'abstention. Dans tous les cantons, plus d'un électeur potentiel sur deux a ignoré ce rendez-vous électoral.

### Un incivisme en plus forte hausse dans la ruralité

Comme ailleurs en France, la participation a fortement chuté, au regard des élections précédentes. Moins 14 points de participation par rapport à 2015, en Pays Basque. L'érosion de la participation à ces élections locales est inquiétante. Reprenons les données des dernières élections départementales et cantonales, avant et après la réforme et le redécoupage des cantons, survenus à l'issue de la loi de mai 2013.

De 2008 à 2021, la baisse de la participation en Pays Basque a été brutale, avec une perte de 23.5 points ! En 2021 : 62.5% des électeurs se sont abstenus, en 2015 : 48.5%, suite au redécoupage cantonal. En 2008 et en 2011, l'ensemble des anciens cantons avaient été renouvelés, pour moitié à chaque élection avec un total de 39% d'abstention ! Il y avait autant d'électeurs en 2008-2011 que d'abstentionnistes, en 2021.

La participation était déjà plus rurale qu'urbaine, mais la chute du civisme est plus brutale du côté de Mauléon et St Jean Pied de Port, en zone rurale qu'à Bayonne ou à Biarritz. Quelques exemples : en 2021, les cantons bayonnais oscillaient entre 31 et 36% de participation. Dix ans auparavant, en 2011, les 3 cantons bayonnais « ancienne formule » étaient renouvelés avec 38 à 39% de participation. Soit un écart d'environ 5 points, entre 3% et 7% suivant les cantons de la capitale du Pays Basque nord. A Biarritz et à Anglet, les participations de 2011 et 2021 fluctuent entre 3% et 10% d'écart. Les citoyens urbains se déplaçaient davantage en 2008. Une première cassure était déjà nettement perceptible, entre 2008 et 2011.

En 2021, les deux cantons ruraux de la Montagne basque et du Pays de Bidache, Amikuze et Oztibarre cumulaient aux environs de 52.5% d'abstention. En 2011, les cantons d'Iholdi, St Jean Pied de Port et Tardets comptaient entre 68% et 77% de participation ! En 2008, entre 80% et 85% des électeurs des cantons de Mauléon, St Etienne de Baigorry et St Palais avaient rempli leur devoir citoyen. Soit un écart entre 2008-2011 et 2021, situé entre 16% et 33% de participation !

### Exigence accrue de la demande, désillusion à l'égard de l'offre : le fossé se creuse

Il est difficile de mesurer l'effet conjoncturel de la crise du Covid 19. Cette élection a eu lieu en pleine reprise d'activités. L'envie de se balader et de prendre l'air a sans doute primé sur celle de voter. Mais la baisse tendancielle de la participation a été entamée bien avant la pandémie et la mise au ralenti de nos activités quotidiennes. L'éloignement à l'égard de la politique est plus ancien, comme nous l'avons montré rapidement. Nombre d'analyses ont été écrites sur ce sujet.

Un double éloignement semble s'opérer. « Pourquoi voter ? Rien ne change », « ils sont tous du pareil au même ». « Ils ne respectent pas leurs engagements ». Autant d'expressions courantes, marqueurs de cet éloignement.

D'une part, le chacun pour soi et l'affaiblissement de l'intérêt pour l'espace commun opèrent une primauté du droit individuel sur le devoir collectif de voter. Le citoyen consommateur demande une offre politique conforme à sa demande et élude le devoir de réflexion sur l'impact collectif de cette offre politique. Le droit rend l'électeur exigeant. Le devoir le rendait compréhensif sur les efforts à réaliser.

D'autre part, le second éloignement résulte d'une déception légitime à l'égard des résultats des politiques publiques. L'effondrement d'idéologies jugées inefficaces accentue le marasme civique. L'électeur a perdu les repères d'hier et ceux de demain tardent à gagner les esprits.

Dans le monde d'avant, les repères idéologiques de gauche, socialistes, communistes, de droite, libéraux, conservateurs, servaient de repères pour identifier des projets différents les uns des autres. Des projets différents pour des aspirations, des attentes, elles aussi différentes, certes, mais au moins, un espoir était au cœur de chaque idéologie et programme, pour nombre de citoyens. En cette époque des espoirs déçus, ce repère idéologique a progressivement diminué.

L'absence des sigles politiques dans les documents de campagne, illustre l'affaiblissement des partis traditionnels porteurs de ces idéologies. Le soi-disant nouveau monde macronien confond droite et gauche et accélère la confusion des genres sans créer de clivages convaincants. Le match LREM-RN résulte davantage d'une tactique politicienne de court terme, pour imposer M. Macron face à Mme Le Pen, lors des prochaines élections présidentielles de 2022.

Les repères cantonaux ont également volé en éclats. En Pays Basque intérieur, l'électeur rural était attaché à son canton. Les Baigorriars, Garaztars, Amikuztars votaient dans et pour l'avenir de leur « pays » Baxe Nafartar de proximité, incarné par le Conseiller Général. Les Xiberotars s'identifiaient également au canton de Haute-Soule ou Basabürüa, en souletin, alors que le canton de Mauléon correspondait grosso modo, au « pettara », la plaine alentour à la capitale souletine. Même en Labourd intérieur, le canton d'Hasparren reprenait le bassin de vie de la cité des chênes. Tout cela a volé en éclats, suite à la réforme technocratique de 2013. La chute du vote rural a dû être accélérée par la désagrégation de ces repères cantonaux.

### Fin des repères anciens et émergence de nouveaux repères ? Un entre-deux dangereux à dépasser ?

D'un point de vue sociologique, au lendemain de la profonde crise des gilets jaunes, un phénomène particulièrement inquiétant émerge : plus aucune force politique n'incarne ni ne canalise le vote protestataire. Même le RN a plus de difficultés à jouer le rôle « tribunicien » qui était autrefois dévolu au Parti Communiste. La défiance à l'égard du monde politique atteint un tel niveau que même des partis protestataires sont pour un plus grand nombre d'électeurs contestataires, des partis membres du jeu politique institutionnel, avant d'être protestataires.






Sans voie démocratique, quelles sont les autres issues à l'expression de la colère ? Une résignation par une atomisation des individus, peu enclins à des mouvements collectifs et attirés un jour par un/e leader charismatique autoritaire ? Des crises éruptives violentes qu'un phénomène conjoncturel déclenche ?

La peur du lendemain, basée sur des expériences concrètes et médiatiques, est bien installée, en particulier, dans les classes dites populaires qui cumulent les raisons de ne plus y croire : dégradation de la qualité de vie, sur les plans économique, culturel : baisse du pouvoir d'achat, craintes pour son emploi, peur de la relégation sociale de ses enfants, isolement social, sombre destin commun : catastrophes écologique, terroriste, peur et réalité des chocs identitaires dans certains quartiers et certaines villes, montée des incivilités, ... Cela menace nos régimes démocratiques synonymes d'impuissance.

La France cumule un handicap spécifique. Les citoyens français restent aveuglés par l'élection présidentielle et le centralisme parisien, accentué par la concentration des pouvoirs présidentiels de la Ve République. Dans le pays de Descartes et du doute radical, ce centralisme politique n'est pas interrogé, au nom de la tradition. Il donne l'illusion d'un Etat fort et d'une puissance à la française. Le RN et la France insoumise partagent cette nostalgie commune. La première en faisant vibrer la fibre nationale française et le retour à une présidence forte qui réglerait tous les problèmes, la seconde pour prétendre à des avancées sociales. Dans ce monde de la désillusion, aucun autre pays européen ne connaît des forces contestataires aussi puissantes, sauf peut-être l'Italie. Mais la France n'a pas eu à subir les vagues d'immigration, cyniquement exploitées par l'extrême droite italienne. L'horizon indépassable de cet Etat fort limite également le réformisme macronien. Jupiter demeure dans son Olympe et a peu côtoyé les simples mortels.

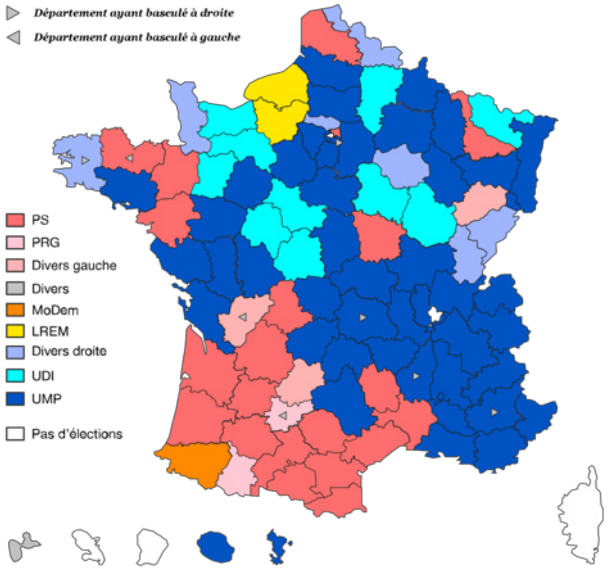
### Monde glocal en construction

Pourtant, nous assistons et participons comme en parallèle, à un nouvel ordre glocal. Local et global émergent dans tous les domaines. Montée en puissance des projets de réseaux locaux, sur les plans économique, écologique, social, en connectant entre eux dans la durée sédentaire, des besoins et des compétences complémentaires : réseaux d'innovation locaux qui favorisent une économie plus dynamique porteuse de richesses et d'emplois : technopoles et transferts de technologie entre recherche et entreprises, clusters d'entreprises, mais aussi, circuits-courts alimentaires, énergétiques, territoires 0 déchets, organisations locales de l'économie circulaire, des mobilités, du télétravail, de l'apprentissage, territoires 0 chômeurs, entreprises et réseaux d'insertion, ... A l'autre extrême, montée en puissance trop lente mais progressive de grands conglomérats politiques, tels que l'Union Européenne, pour faire face aux grands ensembles politiques et économiques, symbolisés par les Gafas, pour réguler les paradis fiscaux, pour briser les grands réseaux terroristes, pour imposer et promouvoir des mesures écologiques planétaires, ... Face à un vieil ordre horizontal des Etats nations : variété des politiques publiques droite-gauche, menées au niveau étatique, succède un ordre vertical, dans lequel l'échelle du pouvoir : proximité ou grands ensembles, induit des projets et des politiques différentes, déterminantes et complémentaires. En tant que parti basque et pro-européen, EAJ est pleinement ancré dans ce monde en cours de reconfiguration.

## _Un Pays Basque conformiste

L'abstention, fait marquant de ces élections départementales et régionales, complique la lecture des mouvements d'opinion, puisque précisément celle-ci s'est peu exprimée, pour en tirer des conclusions solides. Néanmoins, tentons cet exercice, avec les données en présence.

Le Pays Basque nord demeure le mouton « orange » de la Gascogne historique. L'ensemble du Sud-Ouest demeure à gauche, excepté le département 64, dominé par le Modem. Notre territoire envoie au Parlement de Navarre, à Pau, 22 Conseillers départementaux de la coalition Forces 64. Cette coalition est conduite par Jean Jacques Lasserre, l'actuel président charnegou du département. Il a su réunir sous une seule et même bannière, des candidats, élus locaux de LR, LREM, Modem et sans étiquette centriste. Seuls deux conseillers départementaux basques représenteront la gauche et l'extrême gauche, à Pau : les élus EH Bai, du canton d'Hendaye-Côte basque sud. Ces deux forces politiques ont dominé ce scrutin en Pays Basque.




### Forces 64 : le champion du vote conformiste

Au premier tour, Forces 64 rallie 42% des suffrages et près de 36 000 voix. Une précision : les candidatures centristes des cantons de Bayonne 2 et 3, et d'Hendaye Côte Basque, discrètement et indirectement soutenues par Forces 64 sont comptabilisées dans ce calcul. Les retirer de cette équation supposerait l'absence de Forces 64 dans ces cantons, alors que la coalition a délibérément choisi de ne leur opposer aucun concurrent. Les candidats élus ont d'ailleurs contribué à la réélection de Jean Jacques Lasserre, à la tête de l'exécutif départemental. En 2021, le bloc de droite et de de centre-droit : Forces 64 et des candidatures divers droite, cumule même 38 228 voix, soit 45.31% des suffrages en Pays Basque nord.

En 2015, dans un contexte d'éclatement avec des candidatures spécifiques de l'UMP et de centristes indépendants, les candidatures spécifiquement soutenues par la majorité départementale obtenaient plus de 29 500 voix et 26.63% des suffrages. Le bloc de droite et du centre-droit cumulait 44 786 voix, soit 40.53% des suffrages, en Pays Basque.

Forces 64 a donc gagné en union et en électeurs, entre les deux scrutins. Globalement, un peu moins de voix pour ce bloc électoral de droite-centre droit, mais un meilleur pourcentage, en 2021, du fait de la baisse de la participation.

Globalement en France, les électeurs les plus civiques et les plus conformistes se sont rendus aux urnes. Cela concerne les classes d'âges les plus âgées et les catégories socio-professionnelles les moins contestataires : classes moyennes et élevées, relativement satisfaites de leur condition sociale. En France, des enquêtes d'opinion ont montré un résultat alarmant : les classes d'âge les plus jeunes ont boudé les urnes, à plus de 80% ! Le succès relatif de Forces 64 semble directement le fruit de cette sociologie électorale. Les résultats de la coalition conduite par M. Lasserre sont lisibles à l'aune une grille classique droite/gauche et la force des soutiens locaux. La coalition réalise ses meilleurs résultats entre 48% et 53%, dans des territoires centristes traditionnels. A Bayonne 1 qui réunit une partie d'Anglet et la zone des quartiers classe moyenne autour des arènes de Bayonne, à St Jean de Luz, à Baigura Mondarrain, en labourd intérieur, au pays de Bidache, Amikuze et Ostibarre et à la Montagne basque. L'implantation locale a joué à plein. Quelques exemples : mairie d'Anglet conduite par le maire LR,

Claude Olive, mairie de St Jean de Luz, conduite par le centriste Jean François Hirigoyen ou les réseaux de Jean Jacques Lasserre, ancien maire de Bidache et conseiller départemental du canton Pays de Bidache, Amikuze et Ostibarre.

### EH Bai s'impose dans l'espace des gauches

EH Bai est la deuxième force politique qui tire son épingle du jeu. De 2015 à 2021, la coalition de la gauche et de l'extrême gauche basque gagne 3000 voix et passe de près de 18 000 à près de 21 000 voix. Elle évolue de 16.11% à 24.68% des suffrages. Elle revendique légitimement sa condition de première force de gauche, en Pays Basque. Ses homologues françaises : écologistes, socialistes, France insoumise et autres divers gauche cumulent près de 15 000 voix et 17.61% des suffrages, en 2021. Si EH Bai devient dominant, la coalition n'a pas encore siphonné la gauche française. Les deux blocs dominent dans leur bastion. EH Bai, en Pays Basque rural, en Labourd intérieur et en côte basque sud et les gauches françaises sur l'agglomération Bayonne, Anglet et Biarritz. Ces dernières réalisent près de 9300 voix sur 15 000, uniquement sur le BAB.

### Un RN en léger recul

Le RN marque le pas, comme ailleurs, en France, mais il est malheureusement loin de s'effondrer. Comme ailleurs, l'électorat civique mais protestataire de l'extrême droite française s'est moins mobilisé qu'auparavant. Jeunes et catégories dites populaires ont moins fréquenté les bureaux de vote. L'ex FN perd plus de 4000 voix, en 6 ans, mais au final, il ne recule que de moins de deux points, passant de 13.25% à 11.79% des voix, en Pays Basque. En 2015, sa présence au second tour sur le canton de Nive Adour avait marqué les esprits. Le FN avait bénéficié de l'éparpillement des voix. En 2021, il était absent du second tour sur ce canton, mais il ne régresse que de 3 points, de 17% à 14%, entre 2015 et 2021. L'extrême droite française continue à attirer un électorat urbain, sur le BAB et à Hendaye.

### Deux sigles attractifs : EELV et EH Bai

Pour conclure, alors que les sigles politiques traditionnels deviennent des repoussoirs, deux partis politiques gagnent en attractivité : EH Bai, mais aussi, EELV. Le parti basque et la formation écologiste présentaient souvent des candidatures peu connues, au profil plus militant que notable. Les deux formations politiques ont été par elles-mêmes attractives. En 2015, les candidats officiellement estampillés EELV stagnaient aux environs de 5% à 6% de l'électorat. En 2021, ils sont entre 16% et 17% sur les mêmes cantons bayonnais.

Les écolos d'EELV et EH Bai sont sensibles dans les discours et la pratique, aux dynamiques territoriales. EELV défend ouvertement, une Europe fédérale. La logique glocale émerge-t-elle-même confusément dans les esprits, en Pays Basque nord ?

**Beñat Oteiza**

## _EAJ : une absence conjoncturelle

EAJ n'était pas en mesure de présenter ses propres candidatures. La nouvelle direction d'EAJ, en Pays Basque nord, récemment élue en Décembre 2020 a priorisé ces derniers mois, une réflexion stratégique à moyen terme et le lancement des premières initiatives qui en découlent.

Néanmoins, EAJ a officiellement et concrètement soutenu la candidature centriste de Peio Abeberry et d'Isabelle Auzemery, sur le canton de Biarritz. Christophe Lamboley-Depoire, militant jeltzale biarrot, participait à cette candidature, en tant que candidat masculin suppléant. Pour une première tentative, ils ont obtenu un résultat encourageant, avec 10.66% des voix, dans un contexte de forte concurrence centriste. Bravo à eux et à leur détermination due à leur attachement à Biarritz.

Peio Etxeleku, Alain Dubois, maire de Macaye et Jean Pierre Etcheverry avaient également soutenu les candidatures euskalzale de Jean Pierre Harriet et d'Isabelle Pargade, respectivement maires de Louhossoa et d'Hasparren et soutenus par Forces 64. Ils ont été réélus à leur fonction. Félicitations à eux et bon courage pour mener à bien leur projet, durant cette nouvelle mandature.



Zentroan, hautagaiak : Peio Abeberry eta Isabelle Auzemery, inguruan, urdinez, Christophe Lamboley Depoire eta gorriz Maina Touranchet, hauteskunde taldekideekin


Gilles Simeoni, garaile Korzikan

# Des régions de bric et de broc

La Lombardie, vous connaissez ? La Bavière ou l'Andalousie, aussi. Autant de régions dont les noms font partie de l'histoire européenne. En France, par contre, il reste bien la Normandie ou encore la Bretagne (amputée d'une partie de son territoire historique) mais il y aussi la Nouvelle Aquitaine, l'Auvergne-Rhones Alpes ou encore le Grand Est.

On aura beau rechercher les noms ou l'existence territoriale de ces régions, en remontant le fil de l'histoire, on ne trouvera rien ! Qu'ont en commun des habitants du plateau du massif central avec ceux de la Savoie qui, eux, sont sur un autre massif, celui des Alpes. Plus près de nous, qu'a en commun un habitant de Mauléon en Soule, très proche de l'Espagne, avec un habitant de Mauléon dans les Deux-Sèvres, un territoire attiré vers Nantes ? Un nom, mais c'est tout.

Alors, il y a bien une raison à tout cela : le génie français. Depuis la triste époque révolutionnaire, il a fallu faire fi de tout ce qui rappelait l'ancien régime et unifier tout un pays autour d'un principe centralisateur jacobin. Un principe jamais oublié, qui s'est d'ailleurs rappelé à nous lors de la récente décision du Conseil constitutionnel français à propos de nos langues "régionales".

Pour revenir à "nos" nouvelles régions, il est quand même bien triste qu'une décision on ne peut plus technocratique d'un gouvernement sous François Hollande, n'ait pas été remise en question par ses successeurs. Alors, parfois, on bricole pour rendre un peu de lisibilité aux anciennes "vraies" régions qui avaient du sens. L'Alsace grogne parce qu'on lui a retiré sa qualité de région ? On décide que la capitale du Grand Est sera à Strasbourg. ça bouge encore? On créé une collectivité européenne d'Alsace et on invente un nouveau logo. La région Alsace et son drapeau qui existe depuis des siècles, non décidemment, ça faisait trop ancien régime.

Alors, à l'heure où tout le monde cherche à donner du sens aux choses, on pourrait se poser cette question : ces régions de bric et de broc ont-elles un avenir ? Les citoyens ont en partie répondu lors des dernières élections "régionales": participation en Corse, territoire historique bien identifié et bénéficiant d'une relative autonomie: 58,91%. A contrario, seuls 30,24% des électeurs du Grand Est se sont déplacés ...

**Eihartxet**



# Peut-on encore résoudre le problème du logement ?

EAJ entame une période de réflexion sur le thème central du logement. L'heure est à l'analyse d'une question épineuse et sensible qui met en jeu des sujets cruciaux pour bien des individus désireux de vivre ici et plus largement, pour l'avenir du Pays Basque : éviction ou non du territoire suivant le pouvoir d'achat, rancœur à l'égard des plus nantis, mais aussi, conséquences sur l'artificialisation des sols, mobilité domicile-travail, concurrence foncière, dégradation visuelle de l'habitat, risques d'intensification mal gérés ou isolement social.

Dans ce dossier, EAJ a fait le choix de décrire les questions que pose le logement dans les différents territoires du Pays Basque, en y présentant certaines solutions inspirantes, au fil des entretiens filmés réalisés. Voici des extraits évocateurs de ces différentes interviews.



## _De la côte basque jusqu'en Soule

**Beñat Etchebest, souletin, rénovateur-gestionnaire de logements, très impliqué dans la recherche d'alternatives à la loi du marché, nous présente les différentes zones du Pays Basque.**

### Une zone côtière qui continuera à être très prisée

« Une partie côtière qui est devenue plus urbanisée sur un siècle, un siècle et demi, surtout ces derniers temps, fin XXe et début XXIe siècle. Une particularité : nous avons souvent des personnes qui sont nées là souvent de personnes issue du Pays Basque intérieur. Il y a eu une migration sur la côte, beaucoup sur Bayonne, Anglet et Biarritz, mais aussi sur le reste de la partie littoral. Des résidences secondaires se sont développées, dans une zone attractive avec la mer, la montagne. C'est un phénomène ancien en plein développement ... Des personnes viennent également y travailler, avec les nouvelles technologies de communication. Ils travaillent ici comme s'ils étaient à Paris. Ils y vont une fois par semaine ou une fois par mois, comme ils le veulent. C'est une deuxième source d'augmentation des prix ».

### Un Labourd intérieur qui subit un afflux de population

« Les enfants de vieilles familles de la côte n'ont plus les moyens de rester là. Ils sont obligés de rentrer sur St Pée sur Nivelle, Ustaritz. Cela va en dégressif, jusqu'à Ossès. Cela modifie les modes de vie de ces villages d'accueil, avec des populations qui augmentent dans des délais où l'on ne peut pas vraiment intégrer les gens.

### Une Basse Navarre attirée par la côte et une Soule, trop éloignée

« Cela continue en dégressif sur St Palais et St Jean Pied de Port. Ensuite, il y a un petit vide et on arrive sur la Soule. Le petit vide est dû au temps de circulation. Passer trois quart d'heures, pour aller travailler et revenir chaque jour est un véritable frein. ... Voilà comment cela évolue, avec de grands problèmes de bouchons, de circulation, de mobilités qui n'existaient pas, il y a 20 ans. Il y a des zones avec des personnes aisées et d'autres avec des personnes qui le sont moins. Cela est nouveau. Autrefois, le patron jouait à la pelote avec les ouvriers. Nous n'avons pas anticipé ».

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le mardi 14 septembre 2021
Buruilaren 14an astelartean





## _Manu Bakero, élu en charge de l'urbanisme, à Saint Jean de Luz

Manu Bakero prône le volontarisme et l'activation de tous les outils pour agir favorablement sur le logement à St Jean de Luz.

***Y a-t-il trop de résidences secondaires à St Jean de Luz ?***

Cela est une question d'équilibre, comme toujours. Dans une commune littorale attractive comme Saint Jean de Luz, on a un taux de résidences secondaires qui peut paraître excessif par rapport aux résidences principales des personnes habitant à l'année à St Jean de Luz, soit en tant que locataires ou propriétaires. Dans la municipalité, on s'est fixé comme objectif de réduire progressivement dans la durée, cette part des résidences secondaires. Ce que l'on a déjà fait, en passant de 45%, voilà 5 à 6 ans, à un peu moins de 43%. Cela peut paraître peu, mais étaler sur plusieurs années, cela prouve que nous sommes dans la bonne direction.

***St Jean de Luz dépend beaucoup du tourisme et des habitants qui vivent en résidence secondaire. Quel équilibre faut-il trouver ?***

Pour casser certains a priori, les propriétaires ou occupants saisonniers participent à l'économie de la ville et du bassin de vie et de façon plus générale, à l'économie du Pays Basque. Ils contribuent aussi par leurs impôts, à la mise en valeur de la ville, au financement des services publics et des équipements publics.

« Nous continuerons à réduire la part des résidences secondaires »

***Sait-on combien de Donibandars et des environs cherchent à se loger ? Quel est le profil social de ces personnes ?***

On n'a pas de données fiables et exhaustives. C'est sûrement un des points de progrès, c'est-à-dire, essayer d'obtenir un suivi de l'ensemble des demandes. Sur la base des éléments dont on dispose qui concernent essentiellement les personnes en demande de logements sociaux, ... on a environ entre 700 et 800 demandes. Mais même ce chiffre ne veut pas dire grand-chose, parce que souvent les gens déposent des dossiers via le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de la commune, via un bailleur social, un opérateur ou les déposent dans des communes voisines. Tous n'obtiendront pas le logement qu'ils attendent.

***Combien de ces demandes sont satisfaites ?***

Tout dépend du parc. Il y a des logements sociaux qui sont intégrés dans des opérations à maîtrise d'ouvrage privée, classiquement un promoteur, puisqu'on leur impose un pourcentage de logements sociaux, puis il y a des opérations plus importantes, sur lesquels, il y a une maitrise d'ouvrage public, montées avec l'Office Public 64, le COL, HSA, où là il y a un volume beaucoup plus important. Il faut savoir que les demandes ne viennent pas forcément de Luziens. Parmi les personnes qui bénéficient d'un logement social, sur la commune de St Jean de Luz, à 90%, ils sont originaires soit de la ville, soit des communes avoisinantes et pratiquement toutes du Pays Basque.

***Les personnes les plus pénalisées seraient celles des « classes moyennes », trop riches pour bénéficier de logements sociaux et trop pauvres pour acheter des logements au prix du marché. Est-ce le cas à Donibane Lohizune ?***

C'est une piste de travail, d'amélioration. ... On observe qu'une partie de la population, appelons-là classe moyenne, touche pour un couple, grosso modo, entre 2500€ et 3500€. Ce n'est pas suffisant pour se loger correctement sur le parc privé, dans un grand nombre de cas, mais d'un autre côté, ils pourraient prétendre à des logements sociaux, mais ils ne font pas de demande, ils ne vont pas au CCAS ou à un bailleur social. Ces demandeurs ne pourraient prétendre qu'à une catégorie particulière. Il se trouve que l'on a des logements dans chaque programme, pour cette catégorie de la population. Il faudra travailler pour mettre mieux en relation cette catégorie de la population et l'offre qui existe et est réelle.

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le mercredi 15 septembre 2021
Buruilaren 15an astezkenean



## _Peio Etxeleku, élu à Kanbo, en Labourd intérieur

Peio Etxeleku, entrepreneur et président d'EAJ en Pays Basque nord veut absolument éviter le scénario des communes dortoirs, en Labourd intérieur.

***Errobi aldeko herriek beren biztanleria azkarki emendatzen ikusi dute. Zoin dira etorri diren jendeak, Kanbo eta inguruko herrietan ?***

Dirudienez, mota ezberdinetakoak dira. Badira bixtan da, lanerat etortzen direnak, lanik egiteko etortzen direnak Euskal Herrirat, gehiengo bat kostaldean lanean ari direnak, badira ere lekuan bertan lanean ari direnak. Eta gero, badira ainitz ere haien erretreta hartzera etortzen direnak. Eta horrek ere desorekak sortzen ditu.

***Nundik etortzen dira ?***

Zehatzki datuak ez ditut. Pentsatzen ahal da presio imobilarioa dakigun heinekoa izanez kostaldetik ere etortzen direla barnatago, bereziki familiak handitzen direlarik.

***Zein da jende horien perfil zoziala ?***

Orokorki, erran nezake kase ertaineko jendeak direla. Orainokoan ez da kostaldean ikusten den bezala, aberats edo dirudun handiko jende klase hori. Baina ohartzen gira ere, azken hilabete eta urte hauetan, ikaragarriko prezio igoerarekin, gure lurraldeetako egoitzak ere garestitzen ari direka azkarki eta jende batzu gai direla, neurri gabeko prezioak ezarri egoitza batzu erosten, trankiltasuna edo mendian, leku eder batzu atsemaiten badituzte.

> « beaucoup de personnes des classes moyennes viennent habiter sur le pôle Errobi »

***En 2017, Kanbo cumulait 22% de logements vacants, plus de 800 logements vacants. Est-ce un sujet d'inquiétude ?***

Derrière ces statistiques, se cache une particularité très Kanboarde, que l'on ne retrouve pas ailleurs, en Pays Basque. C'est la spécificité des logements destinés aux curistes qui en réalité sont occupés du mois de Février à la fin Décembre, période d'ouverture du centre thermal. Cela représente l'équivalent de plus d'un millier d'habitants à l'année. Et à cela s'ajoutent également, les personnels des familles qui viennent accompagner les gens qui viennent se faire soigner, après généralement des situations post-opératoires, dans les centres médicaux de Kanbo.

***As-tu des propositions pour le territoire Errobi ?***

C'est un territoire qui doit éviter un écueil : celui de renforcer cette vocation dortoir de l'agglomération bayonnaise. C'est un territoire de production agricole très important. Le cœur de la zone AOP du piment d'Espelette, également Ossau Iraty, toutes les zones AOP du Pays Basque sont concernés par Errobi. C'est un territoire de tradition agricole qui est aussi un territoire de tradition industrielle de transformation, soit du pharmaceutique ou de l'agro-alimentaire. C'est sur ces points-là que le territoire doit se prendre en main pour continuer à proposer à ses opérateurs économiques la capacité à investir et créer de l'emploi et ainsi garder un équilibre d'habitat, où des gens viennent dormir, mais aussi où ils puissent exercer leur activité au plus près de leur domicile.

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le jeudi 16 septembre 2021
Buruilaren 16an ostegunean



## _Jean Pelle Iriart, maire souletin d'Alos-Sibas-Abense

Jean Pelle Iriart est optimiste pour l'avenir de la Haute-Soule. La qualité de vie est leur meilleur atout.

## Le marché du logement en Soule

***Est-ce que les logements sont abordables pour les Souletins qui souhaitent s'installer ?***

D'une manière générale, c'est jouable pour les jeunes ici, que ce soit en locatif ou en construction nouvelle ou achat de vieilles maisons à retaper. Je crois qu'il y a encore de quoi faire en Soule. On n'a pas la pression immobilière que l'on peut avoir sur d'autres parties du territoire.

***Quelles sont les personnes qui souhaitent s'installer ?***

Essentiellement, ce sont des jeunes qui souhaitent s'installer ici. On a senti un mouvement de gens qui souhaitent construire, avant même la crise sanitaire. La crise actuelle a complètement accéléré ce mouvement. Nous avons des personnes de l'extérieur, notamment des jeunes couples qui veulent venir ici. Cela est plutôt une bonne nouvelle pour la Soule et la Haute Soule. Dans 80% des cas, ce sont des actifs.

« Pour être attractif, il nous faut de l'activité, des logements et des services. On les a ! »

***Trop éloigné pour subir une pression immobilière***

La pression foncière qui au départ était sur la côte, commence à impacter très sérieusement le Pays Basque intérieur. Du côté de Garazi et de Saint Palais, on entend que les prix augmentent. Le problème, c'est la mobilité. Un jeune actif qui travaille sur Bayonne, peut habiter à Garazi ou à Saint Palais, avec 40 à 45 minutes de trajet. Ici, de la Soule, c'est à une heure et quart. C'est un peu plus ardu. Donc, je pense que la pression immobilière sera moins prégnante sur la Soule, ... pour l'instant.

***Pour nous l'enjeu, c'est l'attractivité***

Nous avons un taux de chômage de 4 à 5% en Soule. Quasiment toutes les entreprises y cherchent de la main d'œuvre. Un jeune Souletin trouve assez aisément du travail, même si cela n'est pas directement dans son domaine de formation, pour commencer. Nous sommes en déprise démographique, même si cela s'est ralenti, durant la dernière décennie. Nous avons beaucoup de personnes âgées. Nous devons attirer des actifs. C'est dommage ! On a une qualité de vie supérieure à beaucoup d'autres territoires. On a gardé tous les services, comme à Tardets. On est le second pôle industriel du Pays Basque ! Nous avons des logements vacants disponibles à remettre sur le marché.

***Logements vacants et résidences secondaires***

Nous avons commencé à réfléchir à cette problématique des logements vacants et des résidences secondaires, voilà près de 10 ans. Cela est parti d'un projet de lotissement communal. Les gens n'étaient pas trop vendeurs de terrains constructibles. Ayant un terrain disponible, nous avons pensé faire un lotissement. Dans le même temps, la Communauté de communes de Soule-Xiberoa avait demandé une étude à l'EPFL, sur la question de l'habitat, notamment le nombre de logements vacants et de résidences secondaires par commune. A notre grand étonnement, nous avions 30% de résidences secondaires, ainsi qu'une quinzaine de logements vacants, vides de toute habitation, avec des habitats en déshérence. On a commencé à réfléchir sur les actions à mener. On se retrouve devant des logements abandonnés qui sont en indivision, souvent des propriétés en plein centre bourg. Sur Abense et Alos, nous avions de belles ruines.

***Avez-vous anticipé l'impact de l'arrivée de la fibre ?***

C'est déjà anticipé. Nous n'avons pas la fibre mais nous avons un réseau qui est capable d'accueillir des gens en télétravail. Le bon côté de la crise sanitaire est le télétravail imposé. Nous avons vu que nous avions du répondant. Nous avions prévu de développer des tiers-lieux. Cela existe déjà à Barcus. Le confinement a accéléré ce mouvement. La fibre arrivera ici au maximum en 2023. Il y aura un autre tiers-lieu à Tardets, à Mauléon, c'est certain. Un autre vers Ordiarp, sans doute pour les dispatcher sur l'ensemble du territoire. Un tiers-lieu permet non seulement d'utiliser des outils performants, mais aussi et surtout faire se rencontrer les gens avec leurs projets... les gens viendront. Nous y croyons fermement. Nous ne devons pas subir leur arrivée.

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le vendredi 17 septembre 2021
Buruilaren 17an ostilarean



## _Beñat Etchebest, Imobiliario berezilaria

Beñat Etchebesterekin Xiberoaren bilakaera ikusi dugu eta bereziki bizitegi hutsen zergatia. Berak bizitegiaren gaia gizarteratzeari lotzen du gehienik.

***Zertan da merkatu imobiliarioa Xiberoan ?***

Badira bi sail : bada saltzapen merkatua eta alokailatze merkatua. Saltzapen merkatua beti aski apal da. 800-1000€tan da m2. Galdera pixka bat goiti badoa, Covid dela medio, baina mementoan prezioak ez dira mugitzen. Prezio hortan, hemengo jendeek aski errexki erosten dute beren etxea. Alokatzaileendako, Xiberoko berezitasuna, ez da hemen apartamendu berririk, ez baita horrelako merkaturik. Aski apal da. 3 ganberetako etxe bat, balio duk hilabetean, 650-700€. F3 bat, bi ganberekin 400€. Falta duguna alokatzailean, apartamendu berriak ... Normalki gazte batek lehenik alokatzen du eta 30 urteetan erosten bere etxea ... 2 SMICekilan posible da etxe bat erosten hemen.

Herrietan, badira etxe ainitz lehen baliatuak zirenak ; karriketan badiren etxeak eta badira ere laborari etxeak. Orain, emeki emeki, kasik geldituko diren etxeak, laborarienak dira. Arazoa da, saltegiek Maulen edo Atarratzen direla. Orduan, beti behar da lanerako ere bai, autoa hartu. Eskolara ere. Beraz, herri ttipiek arriskatzen dute emeki emeki hustea. Hori zinez penagarri da. Nola bihurtu hori, ez dakigu.
Eskaintza, etxe zaharrez egina da. Horko gazteak joan baitira, edo Maulera edo Baionara, lehen Parisera edo Bordelera joaiten ziren bezala. Lehen jendea joaiten bazen, orain joaiten da itzultzeko. Hemengo bizitzeko kalitatea oso ona da. Elgar ezagutzen dugu, haurrak baditugularik badituzte zernahi aktibitate, elgar ezagutzen dute, lagunen etxekoak ezagutzen dituzte. Hemengo bizia egiazki goxua da.

« zergatik lur funtsa jan,
etxe berrien egiteko,
etxe hutsak badirelarik ? »

***Epe luzean, Maule inguruko herriek dute biztanleria irabazi. Zergatik ?***

Gaur jendea biltzen da Maule inguruan. Lehen ibiltzen zen Maule alde gainean ... Zergatik ? Xerbitxu gehiago baita hemen, eskola gehiago, kirol gehiago. Biziko bi punttetan egiten da aukera. Bikotea egiten delarik. Baldin bada bat Basaburuko eta bestea Mauleko, normalean jendea Maulera jiten da. Espartinen espresak Maulen ziren, nahiz eta Atarretzetik hasi den ibar hontan. Gero, Maulen hedatu dira gehiago. Aberastasuna hor zen. Langileek hor egiten ziren, lanaren itzulian. Lanak ekartzen du jendea nora joanen den bizitzera.

### Logements vacants : des trésors familiaux menacés

Dans ces villages du Pays Basque intérieur et de Soule qui sont en grande mutation, il y a pas mal de logements vacants qui sont en fait des grandes maisons, puisqu'on vivait à plusieurs, dans l'idée de famille, avec plusieurs générations. On dira trois générations mais élargies, puisque souvent un oncle ou une tante étaient présents. Voilà pourquoi, nous avons des bâtisses assez grandes de 160 m2. Ce sont des biens de famille. Le jour où cela se vide, la vente n'est pas si simple. Il y a toujours l'idée que quelqu'un de la famille pourrait être intéressée. Il y a un temps variable qui peut aller de 1 an à 50 ou 60 ans où quelqu'un est pressenti pour y habiter.

Cela bloque tout et ce bien reste fermé. Nous avons des biens de campagne, comme ailleurs dans les Pyrénées. Les biens se transmettaient de génération en génération. L'important était la transmission plus que la propriété. Lorsque l'on arrive au bout de la chaine, le dernier qui a vécu là, qui était paysan et avait des terres décède. La famille ne vend pas immédiatement. Ce n'est pas une question d'immobilier. C'est une notion de famille, de racines. Même si les descendants sont souvent dans un environnement urbain, il reste des choses particulières qu'ils ne savent pas forcément décrire ... Cela explique que des maisons soient vides pendant

longtemps, mais elles ne sont pas abandonnées. Elles sont vides le temps que toutes ces possibilités soient épuisées, que l'on soit arrivé au bout de de l'espoir de pouvoir transmettre. Il s'agit là des fermes ...

## Les lotissements consomment du foncier et provoque de l'isolement

Les constructions de maison neuve qui existent en Soule, consomment du foncier agricole. Mais elles en consomment peu, parce que le rythme de construction est très faible. Mais on se demande pourquoi cela existe, en sachant que dans le village où se construisent ces petits lotissements, des maisons sont en train de se vider. Autre chose : quand on construit un lotissement, ceux qui sont en capacité d'acheter seront des jeunes couples avec enfant. Il y a de la vie jusqu'au jour où les enfants iront au minimum au lycée et en études supérieures. Ensuite, nous ne les voyons plus. Les couples qui ont construit vieillissent. Ils ne voient plus leur voisin, parce qu'ils sont un peu handicapés. Idem pour leur voisin qui ont des difficultés à venir les voir. En fait, le lotissement créé de l'isolement social, contrairement aux maisons de bourgs, dans lesquels des appartements pourraient être réalisés, dans une maison un peu cossue. Les deux ou trois habitants sortent pour aller chercher le pain. Quand ils sortent, ils se retrouvent dans la rue ou sur la place, avec quelqu'un d'autre qui sort également. Cela n'arrive pas dans un lotissement. C'est un non-sens aujourd'hui de consommer des terres agricoles quand on a des maisons bien mieux que celles construites aujourd'hui.

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le mardi 14 septembre 2021
Buruilaren 14an asteartean



ALDUDEKO IBARRA



# « etxe hutsak biziarazteko » esperientsia berezia eramaiten

## _Katixa Dolhare

**Bankako auzapezordeak aurkeztu digu esperientsia. (Aldudeko Ibarra Beti Aintzina) AIBA elkarteak darama hori. Laburbilduz :**

### Pentsaketak

- Aldudeko ibarraren lehen erronka : demografia indartzen laguntzea
- 530 etxe hutsak, segidarik gabe egon direlako
- ikasle batek jabe guziak deitu zituen bakotxen proiektuak ezagutzeko
- Bilkura publikoak laguntzak ezagutarazteko, gogoetak herriko etxeetan, hautetsi eta jendeen artean
- aterabideak jabe eta bizitegi partzuerrekin : EPFL, CAUE, zozial alokatzaileak, Euskal Elkargoa

### Lehen obratzeak

- hasteko : 12 etxe esperimentazioan, 4 herri bakotxean
- lehenik, etxe bakotxaren ikerketa bat ikusteko zer egin
- ondotik, jabeak du erabakitzen zer egin
- etxe bakotxetan, aterabide bereziak, partzuergo dispositiboekin : Bankako haurzaindegiaren handitzea, laborari gazte bat plantatzea mendiko etxe batean, belanauldi desberdinen arteko bizitegiak : 7 apartamendu adinetako jendeentzat eta bat familia gazte batentzat, horiei begia atxikitzeko
- edozoin motako proiektuak, galdera ezberdinei erantzuteko
- Lehentasuna : karrikako etxeak bidetik hurbil direlako mugitzeko modu kolektiboan
- Baldintza : urte osoan bizitzeko eta ez bigarren etxe bat
- kasuan kasu ibarrako jendeen bizitegi beharrei erantzuteko

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le lundi 20 septembre 2021
Buruilaren 20an astelehenean



# Bunkerrak, hondatzen ari den hondarea

Europa mendebaldeko kostalde osoan bezala, Lapurdiko itsas bazterrean ere Munduko Bigarren gerla denborako bunkerrak daude oraino, han eta hemen. Alemanek betunezko babesguneak eraikiarazi zituzten mendebaldetik etor zitekeen aliatuen desenbarkoari buru egiteko.

Izan ere, naziek argi zuten amerikarrek eta britainiarrek eraso egin zezaketela edozein tokitan eta Frantziako kosta osoa zaintzea beharrezkoa iduritu zitzaien, Lapurdiko kostalde osoa ere bai Hendaiatik Angeluraino.

Hitlerrek galdeginik 1941 eta 1943 artean, 15 000 bunker eraiki zituzten bortxaz Norbegiatik Lapurdi eta Gipuzkoa arteko mugaraino. Mila urte iraun behar zuten baina zazpi hamarkada eta erdi geroago, batzuk jadanik egoera biziki txarrean daude.



## _“Gazteek, ez dakite zer gertatu zen”

“Batzuk bederen atxiki behar lirateke, plomu direnak, adibidez, bisitak antolatzeko. Hobekien gelditu direnekin zerbait egin liteke historia laster ahanzten baita. Gazteek, adibidez, ez dute ezagutzen, ez dakite zer gertatu zen eta haientzat zerbait egin behar liteke“ uste du Jean Louis Davant historialariak.

“Historiazale baten ikuspegitik, hondare guzia interesgarria da, beti“ gaineratu du Peio Etxeberri Aintxart ikerleak. “Historia alai edo ilun bati lotuak diren elementuak ustiagarriak dira pedagogikoki eta beraz hondare guziak balorizatu behar dira, baita gerlari lotuak direnak“.

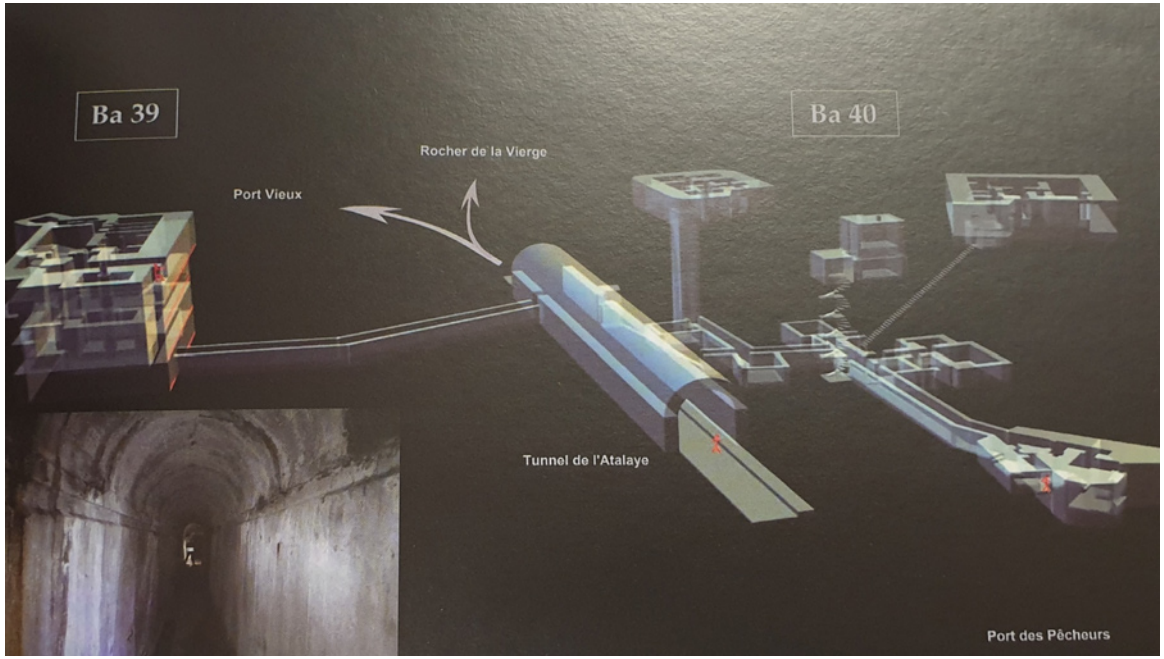
## _“Euskal Herriko gizon gazteek lan hortan parte hartu zuten”

Mixel Esteban historia irakasleak deitoratzen du kasik bunker guziak kinka biziki txarrean daudela. “Kostaldean daude eta eremu hori mugitzen da. Bokale edo Tarnosekoak zaindu behar lirateke gogoratzeko presoek eraiki zituztela, bortxaz. Eta preso horiek hemengo gazteria zen batzuetan. Euskal Herriko gizon gazteek lan hortan parte hartu zuten naziek agindurik. Haiek piska bat ohoratzeko ongi litzateke bunker batzuk berreskuratzea“. Juduek eta Espainiako errepublikarrek ere parte hartu behar izan zuten bortxazko lan hortan.

Hendaiako Abadia gunean, Donibane Lohizune Santa Barbara aldean edo Erromardin, Bidarten eta Angeluko Barra hondartzan dauden bunker hauek garai aski ilunean eraiki zituzten. Nazientzat lan egiten zuen Todt erakundeak egin zituen, miliun bat tona altzairu eta hamabost miliun metra kubiko betun erabiliz pareta lodi lodiak altxatzeko.

## _“Ezin dira desagertzen utzi”

“Haurrak ginelarik bunker horien barnean jostetatzen ginen, arriskutsua zen. Orain ezin da gehiago sartu hetsi baitituzte. Baliteke aukera haurrei esplikatzeko Todt dinamika hori zer zen. Balorapen gogoetagarria da eta plakak ezartzen ahal lirateke bunker hauek zergatik dauden esplikatzeko“ iduritzen zaio Peio Etxeberri Aintxarti. “Donibane Lohizune Europaren testuinguru osoaren baitan kokatu behar da beti. Sekulan ez gara isolatuak izan, ez gerla denboran, ez eta giro baketsuan“.




Ideia berekoa da Pantxoa Etxegoin Euskal Kultur Erakundearen zuzendari ohia. "Zaindu behar genituzke gehiago eta moldeak asmatu jendeak jakin dezan zer gertatu zen hor" dio erretiroa hartu berri duen kulturazaleak.

Peli Lekuona Memoria Bidasoaldean taldeko kidearen ustez ezin dira desagertzen utzi. "Bertan daude eta beraz egokitu behar dira jendeak ezagutu ditzan, gizarteak jakin dezan nork egin zituen eta zertarako, eta zer nolako erabilpena izan zuten".

Naziek Euskal Herrian lur azpian eraiki zituzten sei lan haundietatik lau Miarritzen daude, galeria luze bezain harrigarrien puntak Euskaldunen Kostan ikus daitezke eta mendiskaren bertzaldean dagoen plazan. Azpiegitura erraldoia eraiki zuten itsas bazterra zaintzeko eta orduko lanak edozoin tokitan daude Miarritzen, Hotel du Palais luxuzko hotelaren terrazaren azpian, adibidez. Historiak utzi dituen altxorrak dira bunker horiek baina badira urteak gehienak hondatzen ari direla.

## _"Hautetsiek urratsak egin behar lituzkete, elgarrekin"

"Berritze lana egiteko laguntzak izan daitezke sail ezberdinetan: estatua, departamendua, eskualdea, herriak edo euskal hirigune elkargoarengandik, kultura eskumen partekatua baita politika mailan. Betiko gauza bera da, mahai baten inguruan jarri behar da hondarearen zati hori zaindu nahi dutenekin. Hautetsiek urratsak egin behar lituzkete, elgarrekin" Pantxoa Etxegoinen arabera.

Lapurdi kostaldeko erakunde publikoek ez dute interesik agertu momentuz historiaren lekuko hauek berreskuratzeko. Geroan ere eraikuntza berriek eta itsasoak kolpatuko ditu, eta beraz hondatzen segituko dute daukaten balioaz norbait ohartu arte.

**Franck Dolosor "Haltza"**




# Tu rêvais d'être libre

## « Un enseignant, comment est-ce possible !? »

Le 16 octobre 2020, juste avant le dîner, j'entendis résonner dans ma radio ces mots impossibles à imaginer dans une même phrase : Enseignant ... Charlie Hebdo ... décapitation. Les deux derniers sont, depuis maintenant 15 ans, assez facilement liés. Ils sont tellement nombreux à les écrire ensemble, les « gentils » anonymes d'internet, que nous nous y sommes presque habitués, comme résignés par une avalanche de haine qui nous parait ne devoir jamais cesser. Mais un enseignant, comment est-ce possible !? Le 16 octobre 2020, Samuel Paty, professeur de Collège à Conflans-Saint-Honorine, est mort, décapité, pour avoir fait son métier : enseigner la liberté d'expression dans l'école de la République.

## « La religion n'est souvent que le paravent d'un projet politique »

À la suite de ce drame, de nombreux professeurs de notre région se sont mis à échanger , ensemble, sur les difficultés qu'ils rencontraient parfois, dans l'exercice de leur travail. Et le constat est alarmant : ici aussi, l'ambiance s'alourdit. Ici aussi, de jeunes élèves, principalement issus de la religion musulmane, remettent en cause certains points du programme scolaire, Sciences et Histoire arrivant en tête des sujets portant à discussion, voir à polémique.
Ce serait cependant mentir que de dire que cette radicalité nouvelle, en constante augmentation, est la première que je croise depuis 12 ans que je vis ici. Habitant Place du Réduit à Bayonne, j'ai souvent été témoin des prières de rues et manifestations organisées par des traditionalistes catholiques opposés à l'avortement, et souvent même à la contraception. Dans le même style nauséabond, un lycée Bayonnais a connu, il y a quelques mois, une invasion sur ses murs et mobiliers de stickers et graffitis portant le sigle d'Action Française, association chrétienne, royaliste et nationaliste, d'extrême droite, en plein renouveau chez les jeunes. L'intégrisme a toujours le même visage, quelque soit la foi qui le porte. Tous ces gens, contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire, ne s'intéressent que fort peu à notre conscience et au salut de notre âme... Mais bien davantage à la longueur de nos jupes, à la teneur de nos dessins et à la liberté de disposer de nos corps et de nos coeurs. La religion n'est souvent que le paravent d'un projet politique, d'une conception non pas uniquement spirituelle mais surtout sociétale.




## « je connais les engagements sincères et inébranlables d'EAJ-PNB »

Et c'est sur ce point qu'il me semble utile d'ouvrir la discussion : quel projet politique devons nous porter afin de contrer la litanie incessante des ismes en tout genre : intégrisme, fanatisme, racisme, extrémisme ... ? Pour avoir travaillé à vos côtés lors des élections européennes de 2014, je connais les engagements sincères et inébranlables d'EAJ-PNB pour l' humanisme, la liberté et l'égalité. Je connais également le combat que vous menez, chacune et chacun, contre les extrêmes, quels qu'ils soient. Qu'avons nous à proposer, comme chemin alternatif commun, à l'ensemble des habitants de notre territoire et principalement à ces jeunes , tentés par une radicalité religieuse ou politique ? Dans le sondage de l'Ifop paru le 3 mars 2021 pour la revue « Le Droit de Vivre » et la Licra, 52% des lycéens se déclarent favorables au fait d'autoriser le port de signes religieux ostensibles dans les lycées. Le Rassemblement National est le premier parti chez les jeunes 18-25 ans. Les digues craquent. Les horizons s'obscurcissent.

## « La lumière partout est tout près de s'éteindre... Mais le printemps revient, qui n'en a pas fini... »

Quelle autre voie pouvons nous incarner, afin de continuer à construire un vivre ensemble laïque, humaniste et spécifique au Pays Basque ? « La lumière partout est tout près de s'éteindre... Mais le printemps revient, qui n'en a pas fini... Tu rêvais d'être libre, et je te continue » Paul Éluard Il va nous falloir continuer, agir, trouver les outils et les mots. Afin que nous soyons, toutes et tous, individuellement et collectivement , libres.

**Vanessa Villanou**



# Euskadi : des compétences arrachées aux forceps

Euskadi tient comme à la prunelle de ses yeux, aux prérogatives que Madrid s'est résolue à lui concéder, au fil des quatre dernières décennies. On le serait à moins ! Celles-ci ont en effet été arrachées aux forceps à l'Etat espagnol depuis le vote du statut d'autonomie en 1979, négocié à prix d'or.

Combien d'âpres discussions et d'autres marchandages, a-t-il fallu pour que Madrid consente à lâcher du lest auprès des gouvernements basques successifs, uniquement demandeurs du respect de la loi en vigueur.

Quatre nouvelles compétences ont ainsi été négociées ces derniers mois, rien moins que 42 ans après le vote du statut d'autonomie négocié lors de la Transition [1]. Mais à ce jour, une trentaine de compétences sont encore en souffrance à Madrid, dont celle de la Sécurité sociale icone entre toutes. Pedro Sanchez, chef de gouvernement, s'est cependant engagé à ne plus laisser traîner indéfiniment cette affaire, on ne peut plus symbolique des résistances de l'Etat profond confronté à une perte de pouvoir au profit de sa périphérie.

## _Une chasse gardée

La plus symbolique des nouvelles compétences négociées par le gouvernement Urkullu concerne la gestion des prisons, dont l'Espagne avait estimé, dès le départ qu'elle serait sa chasse gardée tant que la violence et ETA perdureraient. Elle inclut trois prisons implantées sur son territoire : Zaballa (en Araba, non loin de Vitoria-Gasteiz), Basurto (à Bilbao) en Biscaye, Martutene (à Saint-Sébastien) en Gipuzkoa. Leur gestion par Lakua, sera en principe effective au 1er octobre 2021. Les immeubles jusqu'ici dans les mains de l'Etat central, deviendront ainsi la propriété d'Euskadi. Les trois centres abritent actuellement 1300 détenus (hommes et femmes) dont une trentaine de prisonniers d'ETA.




Olatz Garamendi eta Josu Erkoreka, eskumenen gai minberatsuaren azken bi sailburu arduradunak : Josu Erkoreka eta Olatz Garamendi Landa.

Totalement insalubre, Martutene doit être démolie à terme et en principe, remplacée d'ici trois ans par un lieu de détention neuf (financièrement assumé par l'Etat central) prévu à Zubieta, à cheval entre Donostia et Usurbil. Le transfert de ces trois prisons représente un déplacement de charges évalué à 70 millions d'euros. Autant de millions qui n'iront pas grossir les arcanes de l'Etat central puisque jusqu'ici, Euskadi était obligée de régler cette somme à l'Espagne, ainsi que le prévoyait le système du Cupo (2) dans lequel elle était intégrée. La dépense figurera désormais dans le budget de la Communauté autonome. Jusqu'ici, la seule autonomie à assumer la compétence carcérale était la Catalogne. Elles seront deux dès le 1eroctobre, sachant que la gestion de la définition de la législation carcérale espagnole, reste de la responsabilité de Madrid.

## _L'emblématique Sécurité Sociale

Parmi les compétences sur la sellette fin juin, figurait l'IMV (Ingreso Minimo Vital, Revenu minimum vital) pourtant négocié mais que Madrid ne se résolvait pas à confier aux autorités basques. Sauf à lui ôter de sa substance ! Le Gouvernement basque par contre, tient absolument à assurer la gestion financière de ce volet emblématique relevant de la Sécurité sociale espagnole, jalouse de son intégrité absolue. Andoni Ortuzar, président de l'EBB, a déploré vivement les « tics » ou si l'on préfère, les « réflexes centralistes et centralisateurs » dont fait encore preuve le gouvernement de Pedro Sanchez. Le dirigeant basque exige de lui qu'il prenne « le toro par les cornes » et respecte les accords passés !

Le déploiement de l'autonomie d'Euskadi garantie par la Constitution de 1978 et le Statut de Gernika de 1979, n'est donc toujours pas intégralement appliqué. On peut aussi penser que cet état de fait est lié au contexte de violence qui a enveloppé la société basque jusqu'aux années 2000. L'évolution du Statut de Guernica en a été freinée. Les autres autonomies d'Espagne ont pu contrairement à Euskadi, moderniser leurs statuts spécifiques, notamment sous la présidence du gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero (2004-2011). Euskadi (de même que la communauté forale de Navarre, autre « territoire historique » bénéficiant d'un statut particulier) a la capacité de prélever et gérer ses propres impôts, ce qui contribue à consolider son statut autonomique acquis à ce jour. Un privilège qu'Euskadi et Navarre sont les seules autonomies à afficher en Espagne.

Amikuzturra

*(1) Les trois autres compétences négociées concernent IVM (revenu minimum vital), transports sur route et port de Ondorroa.*

*(2) Le Cupo représente la participation financière versée par Euskadi à l'Etat espagnol, pour sa prise en charge directe dans les domaines relevant des services étatiques.*



# Pouvoir local : un entrepreneur du nord, en Euskadi

Peio Etxeleku :

« On a en face de nous, des gens qui ont du pouvoir pour agir »

Peio Etxeleku, président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord est d'abord connu pour son parcours d'industriel. Suite au rachat d'une biscuiterie du Gipuzkoa et l'ouverture d'une nouvelle fromagerie, son entreprise est présente en Pays basque sud. Peio est un acteur et témoin privilégiés de la rapidité d'action, de l'écoute rendues possibles, dans le cadre d'un pouvoir local puissant. Le Pays Basque nord doit s'en inspirer.

***Les pouvoirs locaux ont davantage de capacités d'actions en Pays Basque sud, tant sur la capacité normative qu'au niveau budgétaire. Cela conditionne-t-il une relation spécifique avec les autorités du Pays Basque sud ?***

En tout cas, elle permet une relation spécifique, une relation de co-construction. Concrètement, voilà quelques jours, un groupe d'éleveurs est venu nous proposer une problématique d'envergure par rapport aux débouchés de leur lait.



Urepeleko gasnategian, 2017ko legebiltzarreko hauteskundeen karietan, Bittor Oroz, nekazaritza sailburuordea mintzo

Nous avons imaginé une solution avec eux, mais qui supposait un soutien public majeur. Un rendez-vous a été pris immédiatement avec le ministre de l'agriculture du Gouvernement basque. Dans le quart d'heure, quelques pistes très sérieuses, très concrètes de soutien public ont été mises sur la table, pour que l'on puisse mener un projet de développement commun et puisse apporter une solution immédiate et pérenne à une quarantaine de producteurs, essentiellement du Gipuzkoa, mais aussi de Biscaye et d'Araba.

Ce sont des schémas de fonctionnement qui malheureusement ne sont pas encore concevables en Pays Basque nord. Parce que les institutions locales ont un niveau de compétences beaucoup plus faibles. Là, nous avons des ministres qui ont la capacité d'investir dans le capital des sociétés, qui ont la capacité de mobiliser les fonds européens, dans le cadre très spécifique, par exemple, de la crise Covid. Aujourd'hui, côté nord, la capacité de décision est beaucoup plus diffuse et fait intervenir beaucoup d'interlocuteurs, à commencer par l'Etat.

***Tu parles de schéma de circuit rapide de décisions. S'agit-il de schémas habituels ?***

Oui, globalement. Je peux souligner que l'on a en face de nous, des gens qui ont du pouvoir, des moyens d'agir lorsqu'ils sont convaincus du bien-fondé du projet. Et en plus, on a une qualité de relations qui est un peu différente, probablement liée au fait de l'utilisation de la langue basque. Nous avons une certaine proximité qui fait que la relation est tout de suite, plus fluide. Une anecdote : la première fois que j'ai rencontré le ministre de l'Agriculture, nous avons évoqué plusieurs projets. Il m'a indiqué qui étaient ces interlocuteurs selon les sujets. A la fin de l'entretien, il m'a donné son n° de portable et m'a dit, *si dans 15 jours, tu n'as pas de leurs nouvelles, tu m'appelles à moi.* On a rarement l'occasion de voir cela, auprès de responsables politiques, côté nord.

***Tu as une anecdote sur ta relation avec l'administration fiscale du Gipuzkoa...***

Là aussi, l'administration fiscale du Gipuzkoa qui détermine globalement la politique fiscale qui nous impacte directement, à nous entrepreneurs du Gipuzkoa, est déterminée à quelques dizaines de kilomètres de notre siège social. Le directeur du Trésor du Gipuzkoa rencontre toutes les entreprises d'une certaine taille, pas les très grandes, celle de plus de 50 salariés, tous les 2 à 3 ans environ, pour expliquer la situation budgétaire du Gipuzkoa, pour expliquer la stratégie fiscale adoptée. L'entretien se finit par : « *et vous, quels sont vos besoins, comment on peut vous accompagner, quels sont les dispositifs fiscaux sur lesquels on peut travailler ensemble, pour assurer les moyens de votre développement, d'être attractifs auprès de vos salariés ?* ». C'est une relation de proximité qui est assez inédite et qui est extrêmement valorisante. Globalement, elle oriente les crédits fiscaux que nous pouvons obtenir vers la création de richesse, vers la création de développement sur le territoire...

L'entretien complet en vidéo sur :
**www.eaj-pnb.eus**
le mardi 21 septembre 2021
Buruilaren 21an asteartean

# Mixel « Berroko »

## Paysan de Gamarthe au sens noble du terme

Mixel, « Berroko » une personnalité hors norme, une personne d'exception. Il a donc été ce paysan de Gamarthe laissant derrière lui, un sillon largement tracé dans un Pays Basque où l'idée qu'il avait de son métier, a pris tout son sens.

L'homme pleinement investi dans la mission qu'il s'était forgé, l'aura clairement démontré au cours du demi-siècle passé. Cela, au prix d'un travail acharné, ancré dans des convictions véritablement « missionnaires », au service d'un concept encore nouveau dans les années 80, l'Agriculture Paysanne. Une agriculture durable, au service de son territoire et du plus grand nombre possible de paysans.

**Son village.** Sa vie eut Gamarthe, au cœur de Garazi pour berceau, alors que le moment venu, il s'imprégnait des valeurs défendues depuis les années 30 par la JAC (Jeunesse Agricole Catholique, Euskaldun Gazteria). Un mouvement ayant exercé une grande influence sur au moins trois générations d'agriculteurs. Mixel a grandi dans cet environnement modelé par des siècles d'usage, essentiellement voué à l'élevage, dans de modestes exploitations traditionnelles situées en Zone Montagne. Il a grandi, sous le toit d'« Uhartia », la ferme de ses parents, située à deux pas de l'église où un dernier hommage lui a été rendu le 12 mai.

**Sa boussole.** « Berroko » repose ainsi au cimetière attenant, dans un magnifique décor verdoyant de collines et petites parcelles. Il y a construit une famille et trouvé l'impulsion de son engagement en faveur d'un nouveau système économique, où le productivisme ne serait plus l'objectif essentiel. Sa boussole ? Agir certes. Non pas seul, mais en



groupe. Le progrès oui, mais pas en aveugle. L'objectif à atteindre se devait de servir une vision bâtie autour d'une idée phare, pour la collectivité avec laquelle partager ses idéaux.

**Ses outils, ses projets.** Ayant fait partie de la FDSEA (section basco-béarnaise de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, FNSEA), il allait s'en éloigner et détacher avec quelques compagnons, pour se lancer dans la création des outils jugés nécessaires pour la réalisation de ses projets. Utopiques ? Pas vraiment, puisqu'ils virent le jour ! D'abord en 1982, l'émergence en Pays Basque du syndicat ELB (Euskal Laborarien Batasuna), alternative à la FDSEA. Puis en 1987, la constitution de la Confédération Paysanne dont il fut l'une des figures de proue au niveau national. Excellent stratège, Mixel aura défendu bec et ongles, l'émergence en 2005, d'une alternative basque à la Chambre d'Agriculture départementale. Ce sera Laborantza Ganbara, à Ainhice -Mongelos. L'usage de son nom devait donner lieu quelques années plus tard, à un procès retentissant intenté par l'administration préfectorale. Il en sortit vainqueur. Laborantza Ganbara avait aussi figuré armi les quatre chevaux de bataille de la plateforme Batera dont il fut un membre influent. Celle-ci revendiquait également l'officialisation de la langue basque, la création d'une université de plein exercice en Pays Basque et celle d'un département Pays Basque.

**L'Artisan de la Paix**. Mixel s'était par ailleurs intensément impliqué dans le processus de paix basque impulsé par la société civile. Le 8 mai dernier, jour de sa mort (à 69 ans), coïncida avec l'ascension de plusieurs centaines de personnes sur une douzaine de sommets en Labourd et Basse-Navarre, à l'appel de Bake Bidea /Les Artisans de la paix, mouvement impliqué dans le processus. Mixel militant de la non-violence de toujours, en était devenu l'une des voix les plus écoutées et entendues. Il aspirait à la construction d'une paix durable, définitive, prenant en compte prisonniers et victimes, bâtie sur fond de dialogue et de la réparation nécessaire, dont il n'aura pas vu l'aboutissement ultime. *« J'ai une certaine idée de l'agriculture qui s'inscrit dans une certaine idée du Pays Basque et par extension, qu'un autre monde est possible. Il n'y a rien de nouveau dans tout ceci car à maintes reprises, je me suis exprimé sur la cohérence et la globalité de ces positions… »* écrivait-il dans l'ouvrage « Bake Lumak » paru en 2017 chez Elkar.

**Bake Lumak** « Des plumes de paix », paru au lendemain du désarmement d'ETA le 8 avril 2017 à Bayonne

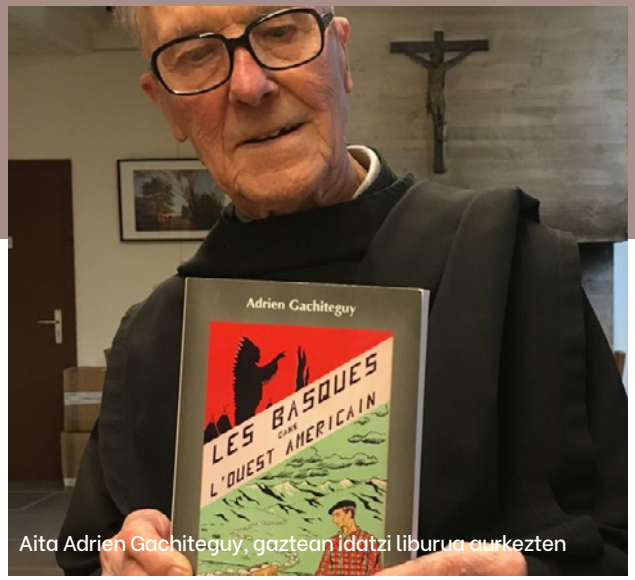
**Amikuztarra**



# Aldudar 17 fraile beneditarrak.

Tout le monde connait l'abbaye bénédictine de Belloc. Fondée en 1875 par 2 prêtres les pères Bastres et Dupérou et un laïc Odilon Ardans des Aldudes, elle a marqué de sa profonde empreinte l'histoire du Pays Basque. Mais elle a également rayonné en Argentine, aux Etats-Unis, au Bénin, à Jerusalem... 17 d'entre eux étaient originaires des Aldudes ! Le dernier, Adrien Gachitéguy, vient de décéder en 2018 à 97 ans.

Nous allons donc suivre nos religieux et partager avec eux leurs épreuves et leurs joies et nous n'allons pas nous ennuyer !



Aita Adrien Gachiteguy, gaztean idatzi liburua aurkezten

Euskal Herrian gutiz gehienek badakite nor zen Adrien Gachiteguy, Aldude Berainbordako apez beneditanoa, 2018an zendu zena. Belokeko frailetxean sartu zen gazte gazterik eta berriki arte Alduden barna ikusi izan dugu, hala nola “Hemen” elkarteak egin zion omenaldian, baina Berainborda alde hortan ere bere familiarekin elgarretaratzen zelarik.

Baina nork daki 1875az geroztik 17 Aldudar Beloken fraile beneditano bilakatu direla Adrien Gachiteguy bezala ?

Nor ziren bada ? Zein etxeetakoak ? Zer obretan ari izan dira ? Non eta noiz ? Horiek guziak begiratuko ditugu eta ez zirezte guti harrituko jakitearekin Argentinan, Kalifornian, Ingalaterran, Jerusalemen edo Afrikan barna ibili zirela eta lan egin zutela. 1875 eta orain arteko munduko gora beheretan parte hartu zutela : Frantziatik kanporatuak, 14ko gerlan ibiliak, berdin preso Alemanian edo euskaldun emigratuen omonier, laborantza eskola sortzaile, parropietan misionest, batzuetan ararteko lanetan, hala nola Erroma eta Turkoen artean, Juduen eta Girixtinoen arteko eztabaiden eztitzeko, Finaly aferan ere hor genituen erdiz erdi ! Hauxe erran genezake: izan munduan ala Euskal Herrian gatazka edo arrangura bat eta Aldudar beneditar bat han!

Nor genituen bada gure 17 horiek :
Lehena dugu Louis (Odilon) Ardans Beraineko semea, 1844an sortua. Hau segituko dugu, Belokeko frailetxea eraiki zuten lehen 5etan izan baitzen. Honen ondotik horra Xiloineko haren bi iloba: Jean (Benoît) eta Jean (Léon) Gariador. Baita Mentako beste hiru iloba ere : Jamattit, (Théophane) Gehexan (Gratian) eta Miel (Jean Baptiste) Ardans.

Haren lehen kusia dugu Soladoineko Jean (Philippe) Ardans eta familian ere Gortairuko Jean Baptiste Bidondo, Pritxiaineko Pierre (Arnaud) Laxague, eta honen iloba Jean Pierre Inda Markoinekoa.

***Kontuak ontsa egin badituzue 10etarat helduak gira.***

Horiekin horra Koxkarteko bi anaiak Bertand (Fermin) eta Jean (William) Ospital, eta Markitxaineko Antoine Oxarart. Segi dezagun : Axketako Jean (Charles) Espelet, Teilaginaineko Gracien Burucoa, Jean Louis (Placide) Harismendy, hau guarda semea, ama Ihitcague Pedro Beltxainekoa eta azkenik Adrien Gachiteguy Berainbordakoa !

Denak, 2 salbu, erran nahi dut Markoineko Jean Pierre Inda eta Berainbordako Adrien Gachiteguy, 1844 eta 1883 artean sortuak, XIX.mendean beraz.

17 horiek ditugu Beneditano bilakatu zirenak eta bizi guzian sail hortan iraun zutenak. Baina aise gehiago izan zitezkeen bokazioaren barnatzera Beloken sartu zirenak eta beste bide bat hartu zutenak, edo apeztuz, edo laiko geldituz.

***Eta beste herrietarik zenbat ote ziren ?***

Belokeko paperetan bada hain xuxen komentu hortan iragan diren Beneditarren zerrenda herriz herri. Hor agertzen da Aldudek duela txapela. Lehena da 17 frailerekin, bigarren Gipuzkoarrak 11 Ataun herrikoekin, eta aise urrunago Azkaine 6 eta Aiherra 5 frailerekin !

Urepele eta Bankatik ez da nehor. Baigorrin 4 agertzen dira, horietan Elixaareko Olçomendy, Alduden ontsa ezagutzen dugun familiakoa, eta Irulegitik 2.

Batek baino gehiagok jakin nahi luke segur ere ea beste fraile edo apezik izan den. Bistan da baietz ! Misionest franko mundu guzian ibiliak . Eta serorak ? Horietarik ere anitz izan dira: Labur biltzeko, Bankan memento batez baziren 20, Urepelen 11 eta Alduden 13. (1974ko zifrak). Bakoitzak merezi luke aipamen baina bego gai hori geroxagoko. Goazen oraingoan gure aldetik delako 17 beneditano horien gibeletik.

Ez gira segur aspertuko...

**Mikel Erramouspé**




# EAJ-PNB présente sa première contribution à la Conférence sur l'avenir de l'Union Européenne, à l'occasion de la Journée de l'Europe le 9 mai dernier.

La formation jeltzale souhaite que ce processus pose les bases d'une véritable Constitution Européenne à structure fédérale qui reconnaisse la diversité nationale et prévoit une « Directive de la Clarté » pour que les communautés politiques disposent de mécanismes pour consulter les citoyens sur leur avenir.

## _Déclaration d'EAJ-PNB concernant la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Plus de 70 ans après la déclaration Schumann et dans le contexte géopolitique mondial complexe actuel, l'Union européenne doit mener une réflexion approfondie et un dialogue ouvert avec ses citoyens. Nous devons discuter des principaux défis à venir. Mais, surtout, il est nécessaire de renforcer le projet européen en le dotant d'une nouvelle architecture institutionnelle qui améliore et approfondisse sa qualité et sa légitimité démocratique, son adaptabilité et son efficacité dans la prise de décision. Un projet qui doit continuer à défendre les valeurs fondatrices et le modèle social européen dans le cadre d'un multilatéralisme mondial renouvelé ...

Pour EAJ-PNB, nous sommes à un moment décisif du projet européen. Le saut qualitatif qui doit faire progresser l'Union vers la structure fédérale dont rêvaient les pères fondateurs doit constituer la base du contenu constitutionnel de l'Union :

## _Valeurs et principe de la souveraineté partagée

- La paix, la démocratie, la liberté, le respect et la reconnaissance des Peuples européens, la garantie des droits fondamentaux - y compris le droit à l'autodétermination des Peuples - la liberté, la solidarité et la subsidiarité. La diversité sur laquelle repose notre Union doit se refléter dans un cadre juridique qui reconnaisse toutes les réalités nationales européennes en tant que sujets politiques, et qui protège le pluralisme culturel et linguistique, ainsi que les droits humains et politiques fondamentaux de ses membres.

- La base du modèle, la force de la citoyenneté européenne résultant de la fédération, doit être la reconnaissance d'un système de souveraineté partagée, établissant différents niveaux de gouvernement complémentaires les uns des autres.

## _Une véritable fédération européenne qui gouverne de bas en haut

- Dans ce cadre, outre d'autres matières partagées, les institutions de la Fédération auront les compétences sur l'action extérieure, la politique de sécurité et de défense, la politique d'immigration et d'asile, la transformation écologique et numérique et la convergence des politiques économiques, fiscales et sociales au regard de l'intégrité du marché unique. Elles veilleront également au respect du principe de solidarité et assureront un suivi efficace de la qualité de l'État de droit dans l'Union, en liaison avec le Parlement européen. L'instrument créé à cet effet devra intervenir efficacement en cas de violations flagrantes de la Charte européenne des droits fondamentaux, même si celles-ci ne se produisent pas dans la mise en œuvre de la législation communautaire. L'Union économique et monétaire doit être achevée, en particulier l'Union bancaire et l'Union de l'énergie.

- Les institutions de l'Union doivent disposer d'un niveau suffisant de ressources propres et de capacité fiscale pour exercer ces pouvoirs de manière autonome et efficace. Un Trésor public de la zone euro doit être développé.

- Il faut consolider un système européen de cohésion et de protection sociale qui établisse les conditions minimales de protection sociale, de santé et d'éducation adaptées au pouvoir d'achat de chaque État. Le développement d'une stratégie de convergence et de critères homogènes pour la fixation des salaires minimums et du revenu d'insertion axés sur la lutte contre la pauvreté et l'accompagnement de ses bénéficiaires vers leur réintégration dans le monde du travail est un enjeu clé.

- Conformément au principe de subsidiarité, l'activité publique doit être développée au niveau politique le plus proche des citoyens, là où l'action la plus efficace est possible. Ce principe essentiel rapproche les citoyens de l'Union en la rendant plus intelligible. Il doit être appliqué dans toutes les structures politiques de la Fédération.

## _Un Parlement, un Gouvernement européen respectueux de la pluralité des nationalités

- Le Parlement européen, conformément à sa légitimité démocratique de représentation des citoyens, doit renforcer ses pouvoirs législatifs, en intégrant l'initiative législative dans ses compétences et en renforçant ses fonctions de promotion et de contrôle de l'activité de la Commission européenne. Le Parlement européen doit avoir un pouvoir de codécision tout au long du processus législatif de l'Union européenne. Il doit également jouer un rôle actif dans le suivi de la qualité de la démocratie et de l'État de droit au sein des États membres, grâce à ses rapports annuels et à sa participation effective aux dialogues structurés dans ce domaine.

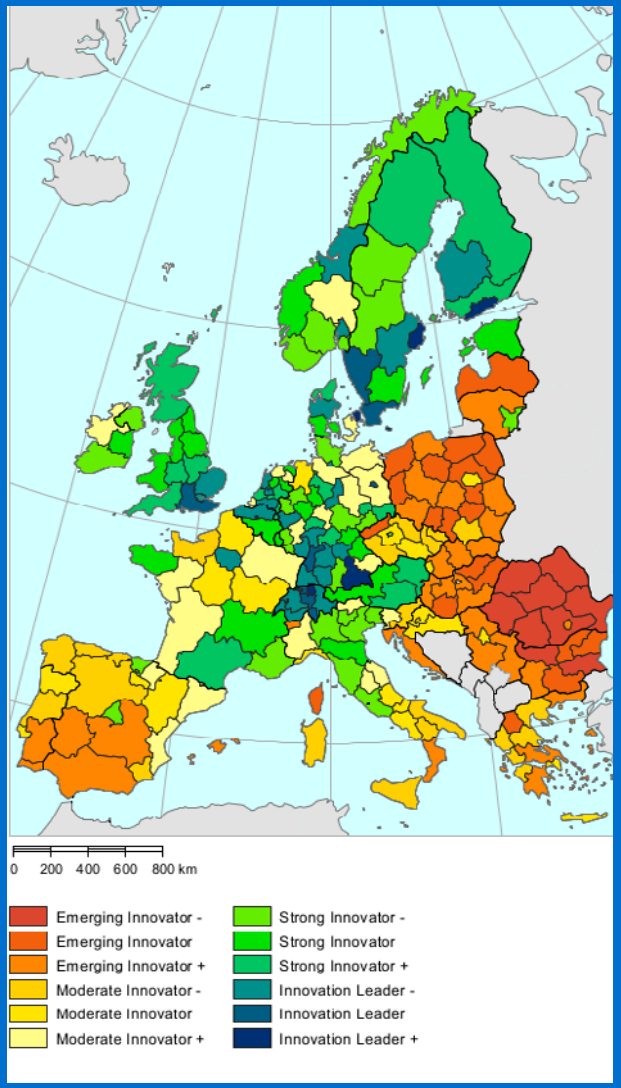
- Afin de garantir la diversité et la pluralité politique et territoriale, il convient d'introduire un système de circonscriptions pour les élections au Parlement européen qui reconnaisse les nationalités et les régions constitutionnelles et garantisse leur représentation. Il faut également réserver un certain pourcentage de députés européens sur des listes européennes transnationales. De même, le Président de la Commission devrait être élu parmi les têtes de listes présentées par les partis en lice pour les élections européennes, en récupérant la figure du Spitzenkandidat.

- Le Conseil de l'Union devrait être transformé en deuxième chambre de l'organe législatif de la Fédération. Une Chambre territoriale représentant les Etats et les entités constitutionnelles en son sein. Il devrait co-légiférer avec le Parlement européen sur toutes les questions et abandonner ses fonctions exécutives. L'exigence de l'unanimité et le droit de veto doivent disparaître au profit d'un système de majorités. La Fédération doit garantir la représentation des collectivités locales et régionales dotées de pouvoirs législatifs au sein du Conseil, notamment dans les matières qui relèvent de la compétence de ces collectivités.

- La Commission doit devenir le véritable gouvernement de la Fédération, responsable de toutes les actions exécutives, y compris la politique étrangère et de sécurité. La Commission a l'obligation de consulter sur la législation future toutes les autorités à plusieurs niveaux de la Fédération qui sont responsables de la transposition et de la mise en œuvre de la législation européenne.

- La Commission doit renforcer les instruments disponibles pour faire respecter les engagements pris par les États membres dans la mise en œuvre des politiques fondamentales pour la cohésion et le développement de l'Union et celles qui touchent à des questions clés de la lutte contre le changement climatique, comme le développement des réseaux transeuropéens de transport ou le marché unique de l'énergie.

- La Cour de justice européenne devrait être transformée en Cour constitutionnelle de la Fédération. Ainsi, elle devrait étendre sa compétence à toutes les actions de la Fédération. et Le droit de recours devant la Cour devrait être étendu à toutes les personnalités juridiques de la Fédération,




## Euskadi, pôle d'excellence dans l'innovation

La commission européenne a récemment remis un rapport sur l'innovation régionale en Europe "regional innovation scoreboard 2021". Via une batterie d'indicateurs objectifs, Euskadi y est présenté comme une région de pointe en Espagne, « une région à haute innovation », « un pôle d'excellence », dans une Espagne « à innovation modérée ». Les clés du succès ; une base industrielle solide, des programmes d'innovation performants. Seule la Communauté de Madrid fait aussi bien. Pour la première fois, Euskadi est au-dessus de la moyenne européenne. La Catalogne ou la Navarre sont moins bien classés. En France, la Nouvelle Aquitaine est également moins bien placée. L'Ile de France, l'Occitanie, Rhones-Alpes-Auvergne, la région Sud et la Bretagne font mieux ou aussi bien qu'Euskadi.

Néanmoins, alors que les régions espagnoles progressent en moyenne entre 10 et 15 points, les régions françaises stagnent, au mieux progressent à + 5 points, voire régressent. L'innovation d'aujourd'hui, produisant l'économie compétitive de demain, ces résultats et évolutions sont à prendre avec sérieux.


Iñigo Urkullu avec le premier ministre Québecois Philippe Couillard en 2015

## Directive de la clarté : La relation Québec-Canada, source d'inspiration

Le Québec a organisé un second référendum le 30 Octobre 1995, dans un contexte légal particulier. En 1988, la Cour constitutionnelle du Canada juge l'impossibilité pour le Québec de se séparer du reste du pays, en vertu du droit international. Mais, si à l'issue d'une question et d'une réponse claires, la province francophone décide de devenir souveraine, le Canada serait dans l'obligation de négocier cette séparation. Suite à l'échec in extremis du oui, lors de ce second référendum, le gouvernement canadien a cherché à réguler cette pratique, via la loi sur la clarté référendaire. A la suite de nombreuses consultations, une loi clarifie en Juin 2020, les conditions d'acceptation par le gouvernement fédéral, d'une victoire du oui sur la séparation d'une province fédérée. Cette loi générale concerne évidemment avant tout, le Québec.

Le Lehendakari Iñigo Urkullu et EAJ-PNB portent l'idée d'une loi sur la clarté référendaire, à l'échelle de l'Union Européenne. Cela concerne à la fois, la nouvelle et double relation qu'entretiendrait la région en voie de séparation avec l'Etat central et avec l'Union Européenne. L'analyse politique est la suivante : les régions européennes à velléités indépendantistes sont peu nombreuses, mais elles existent et leurs aspirations souverainistes progressent. Autant affronter positivement cette question, ne pas en faire une cause d'instabilité politique, dans le cadre d'une Union Européenne et d'un marché unique, devenus l'échelon de la puissance et de la régulation, au détriment de l'échelon étatique. Plus concrètement, raisonner sur l'affaiblissement d'une Espagne amputée d'une Catalogne ou d'un Pays Basque souverains et européens n'a pas de sens dans le cadre d'une Union Européenne unie et d'un marché unique. Evitons les drames inutiles en se retranchant derrière des schémas dépassés.

y compris les entités territoriales dotées de pouvoirs législatifs lorsqu'elles sont affectées dans l'exercice de leurs pouvoirs constitutionnels.

- Un observatoire indépendant devrait examiner régulièrement la qualité et l'indépendance du système judiciaire dans les États membres et veiller à une séparation effective des pouvoirs. Ses avis devraient être intégrés dans un rapport annuel complet afin de prévenir les dysfonctionnements de l'État de droit dans l'Union.

## Pour une directive de la clarté pour résoudre les conflits territoriaux

- La Fédération européenne devrait reconnaître dans le texte constitutionnel et mettre en pratique dans ses institutions que d'une part, les États membres avec des nationalités et des entités territoriales dotées de pouvoirs législatifs, et d'autre part, les États membres avec une organisation centralisée, représentent deux réalités différentes d'un point de vue constitutionnel. Elle devrait également prévoir la possibilité de résoudre les conflits territoriaux internes de souveraineté par le dialogue, la médiation politique et les principes démocratiques de l'Union. Une directive sur la clarté devrait établir un mécanisme réglementé, démocratique et reconnu de médiation et de résolution de ces tensions.

- L'incorporation dans les règlements de l'Union européenne d'une directive sur la clarté qui permette aux communautés politiques de s'exprimer clairement et sans équivoque, via une décision de leurs institutions parlementaires représentatives. Elle exprimera leur volonté de décider de leur statut par rapport à l'État membre et à l'Union européenne. Des mécanismes seront mis en place pour consulter les citoyens sur leur avenir, de manière légale et convenue, avec des garanties de l'État auquel ils appartiennent.

- Le Comité des régions doit être réformé pour offrir des canaux de dialogue suffisants aux régions et aux communes. La dynamique ouverte par les tests de subsidiarité et autres mécanismes de participation symbolique doit être remplacée par des mécanismes structurés, stables et cohérents avec les structures constitutionnelles des États membres.

- La Fédération européenne devrait reconnaître et réglementer un mécanisme d'élargissement interne, d'autant plus à une époque d'élargissement externe comme celle que nous vivons actuellement, par le biais du processus déjà établi et réglementé par les critères dits de Copenhague.

L'Europe se trouve face à une opportunité incomparable pour que le futur projet européen réponde aux aspirations de ses citoyens et aux défis mondiaux du 21ème siècle. En bref, faire de l'Europe une puissance mondiale dans le nouveau contexte international. Mais cela nécessitera une action plus courageuse pour surmonter l'inertie des États et les rigidités structurelles en faveur d'un espace plus démocratique et équilibré, composé de niveaux multiples et d'une véritable souveraineté partagée.

# EAJ prend position

EAJ a commenté des faits d'actualité importants, notamment sur l'euskara. Peio Etxeleku, président d'EAJ en Pays Basque nord a également commenté l'actualité dans certains médias, en particulier celle relative à l'institution de notre territoire. La Semaine du Pays Basque et Mediabask ont également donné la parole à plusieurs de nos dirigeants. Ne manquez rien de nos prises de position.

## Prentsa ageriak / Communiqués de presse

Le 08 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 08an
**Azkenean Eskualde hizkuntzen alde engaiatzen da Frantses Legebiltzarra**

Le 22 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 22an
**La hausse des taxes aux entreprises n'est pas inéluctable**

Le 21 Mai 2021 / 2021eko Maiatzaren 21ean
**Le Conseil Constitutionnel tue l'espoir de renouveau de l'euskara**

Le 16 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 16an
**Alain Dubois, Jean Pierre Etcheverry et Peio Etxeleku, responsables publics et membres d'EAJ soutiennent Isabelle Pargade et Jean Pierre Harriet, les conseillers départementaux sortants**

Le 17 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 17an
**L'enseignement immersif public, indispensable à la survie de l'euskara**

Le 25 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 25an
**Le Pays Basque a besoin de terres agricoles à cultiver**

Le 05 Juillet 2021 / 2021eko Uztailaren 05an
**EAJ-PNB s'indigne de l'agression de bascophones, à Saint Jean de Luz**

Le 08 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 08an

## Azkenean Eskualde hizkuntzen alde engaiatzen da Frantses Legebiltzarra

Gaur Apirilaren 08an Ostegunean, Frantses Legebiltzarrean, Eskualde hizkuntzen aldeko lege proposamen bat eztabaidatu ondoren, euskara eta gaskoiaren aldeko aintzinamenduak agurtzen ditu EAJ-PNBk.




Murgiltze sailaren onarpena erakaskuntza publikoan, beste herri batean eskualde hizkuntzen kurtsoak jarraitzen dituzten ikasleen eskolatzearen diruztatzea indartzea, bizi diren herriaren gandik, eskualde hizkuntzen erakaskuntzaren proposamena egitea ikasle guziei, seinaletika elebidun eta eleainitzen onarpen legala.

Iparralderako, horrek erran nahi du bereziki, murgiltze publiko klaseen idekitzea, esperimentaziotik pasatu gabe, baina ere euskara eta gaskoiaren erakaskuntza proposamena indartzea edo seinaletika elebidun eta eleainitzak ez izaitea Auzitegi baten mehatxupean.

Frantses hizkuntzaren maila ez da mehatxatua. Alderantziz. Hezkunde nazionalaren ebaluaketa batek argiki erakusten du murgiltze sistemako ikasleak hobekiago badakitela euskara eta frantsesa, adibidez. Ikasle gazteen elebitasun eta eleainiztasunaren alde daude antzinamendu hauek. Beren lurraldea ezagutu eta maitatuko dute, beste errealitate kulturalak ezagutzeko nahia sustatuz ere.

Lehen aintzinamendu legal hauek baino haratago joanez, Iparralde bezalako punttako lurralde batek euskararen estatutu bat beharko luke eskuratu, beste berme juridikoak bereganatuz gaur onarturik ez diren neurriak esperimentatuz eta denborarekin elebitasuna orokortzeko esparru publikoan aipatu eskualde hizkuntzen erabilera sustatzeko.

Argazki kreditua : @Agence.Photomobile

Le 22 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 22an

## La hausse des taxes aux entreprises n'est pas inéluctable

Les mesures sanitaires anti-Covid ont conduit plus de la moitié des entreprises du Pays Basque à une baisse importante de leur chiffre d'affaires et de leur carnet de commande, en 2020.

Ce constat est similaire ailleurs. L'Union Européenne met en place un vaste plan de relance de 750 milliards d'euros, pour accompagner l'activité économique de façon durable. Le Gouvernement basque lance également un plan d'investissement de 13 milliards d'euros.



La Communauté Pays Basque doit entendre les difficultés du monde économique. Elle a récemment décidé une hausse de taxes destinées aux entreprises, qui ne permettra pas l'amélioration de leur situation.

EAJ-PNB demande aux élus et à l'administration communautaires, en charge du budget et de la fiscalité, de changer de logique. Il faut donner l'exemple, privilégier la baisse des coûts de fonctionnement de la collectivité et rechercher des économies. Pour EAJ-PNB, c'est le moment de missionner un groupe de travail qui se chargera d'auditer et de proposer ces pistes d'économies.



Le 21 Mai 2021 / 2021eko Maiatzaren 21ean

## Le Conseil Constitutionnel tue l'espoir de renouveau de l'euskara

EAJ dénonce la décision du Conseil Constitutionnel contre la loi Molac sur les langues dîtes régionales. Cette décision constitue un recul sans précédent dans la promotion de celles-ci.

La mesure la plus grave concerne le rejet du système d'enseignement immersif, dans l'enseignement public. Elle porte atteinte aux expérimentations immersives dans les écoles publiques et créé une incertitude sur le système immersif privé, porté par Seaska et ses ikastolas. Bloquer l'enseignement immersif dans le service public, c'est fragiliser le formidable élan des dizaines d'expérimentations en cours en Pays Basque nord. C'est une source d'inquiétude majeure. Ce système d'enseignement a pourtant démontré sa capacité à former des locuteurs a minima bilingues, euskaldun et francophones. Langue française et enseignement immersif sont plus que compatibles, puisque ces élèves ont une meilleure maitrise du français que les élèves d'autres filières, au baccalauréat.

Pour EAJ, s'attaquer à l'enseignement immersif revient à s'attaquer au principal instrument de formation de nouveaux locuteurs dans ces langues. Cela revient à tuer l'espoir de leur renouveau.

Prétendre que le français est la seule langue d'enseignement s'inscrit dans la longue tradition anti-diversité de cet Etat. Les députés LREM signataires du recours contre cette loi s'inscrivent désormais dans cette tradition.

EAJ dénonce une situation inacceptable. L'article 2 de la Constitution qui stipule que « la langue de la République est le français » est devenu un verrou juridique au service d'acteurs politiques uniformisateurs.

En 2022, le prochain président de la République devra porter une réforme constitutionnelle ouvrant la voie à la reconnaissance de ces langues minorisées. En parallèle, la situation actuelle montre la nécessité absolue d'un Statut territorial de l'euskara, en Pays Basque nord.

EAJ réclame ce statut depuis plus de 5 ans. Le consensus local en faveur de l'euskara et du gascon doit s'exprimer pleinement sans l'entrave du pouvoir central parisien.

**Peio Etxeleku,**
Président régional d'EAJ-PNB,
membre de la direction nationale d'EAJ-PNB

Le 16 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 16an

## Alain Dubois, Jean Pierre Etcheverry et Peio Etxeleku, responsables publics et membres d'EAJ soutiennent Isabelle Pargade et Jean Pierre Harriet, les conseillers départementaux sortants

Le premier tour des élections départementales est prévu ce dimanche 20 Juin. Nous autres, responsables politiques et/ou membres d'EAJ, tenons à soutenir publiquement les Conseillers départementaux sortants : Isabelle Pargade et Jean Pierre Harriet, sur le canton Baigura et Mondarrain.

Nous partageons en commun une double identité politique, à la fois profondément attachés au Pays Basque et à ses habitants et à une façon d'exercer nos responsabilités : loin des dogmatismes et des confrontations idéologiques stériles, répondre aux besoins des habitants par des solutions concrètes et efficaces.

Voilà pourquoi, nos fonctions de maire de Macaye et de référent du pôle Errobi nous conduisent à coopérer étroitement et en bonne intelligence avec les 4 candidat/es titulaires et suppléant/es qui sont aussi maires et conseillers départementaux. Les projets sur la promotion de l'euskara, la mise en place du véloroute d'Itxassou à Bayonne, le renforcement d'une agriculture durable et d'une économie plus productive ou le rééquilibrage du Pays Basque au profit du Labourd intérieur et donc de la zone rurale sont des exemples de nos axes de travail communs et partagés.



Nous souhaitons poursuivre la coopération fructueuse engagée en particulier, avec ces Conseillers départementaux, pour concrétiser une série de projets ambitieux pour le Labourd intérieur. Nous appelons donc à voter pour Mme Pargade et M. Harriet, à l'occasion de ces élections départementales.

Alain Dubois, maire de Macaye

Jean Pierre Etcheverry, membre "historique" de Ikas bi, membre d'EAJ et ex-candidat EAJ

Peio Etxeleku, référent du pôle Errobi

Le 17 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 17an

## L'enseignement immersif public, indispensable à la survie de l'euskara

Le Conseil Constitutionnel a limité hier l'inconstitutionnalité du système immersif à « l'enseignement public ». La filière immersive est aujourd'hui pourtant la plus efficace pour former des jeunes locuteurs. La survie de l'euskara dépend donc de cette pédagogie.

Face à un tel enjeu, EAJ s'inquiète de :

- la pérennité des 19 expérimentations dans l'enseignement public, en Pays Basque nord, plus que jamais compromises.

- l'avenir de l'euskara qui passe nécessairement par le développement du système immersif dans l'enseignement public, puisqu'il concerne 65% des jeunes scolarisés.

Cette précision du Conseil Constitutionnel consacre un statu quo pour les ikastolas et les écoles d'enseignement catholique, pratiquant la méthode immersive.

Dans ces conditions, EAJ appelle tous les élus du Pays Basque à s'engager vers :

- une révision constitutionnelle qui garantisse l'enseignement des langues dites régionales dans toutes les filières d'enseignement, y compris l'immersif public et favorise leur usage dans l'espace public.

- un statut territorial de l'euskara, porté par la Communauté Pays Basque. Ce statut territorial doit viser deux objectifs :

la sécurité juridique, qui par la voie de l'expérimentation, permettra la pérennité de mesures comme : les examens en euskara, le cofinancement d'enseignants, ...

le développement de l'usage de l'euskara dans l'espace public : accueil, signalétiques, communications internes et externes, ...

Le 25 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 25an

## Le Pays Basque a besoin de terres agricoles à cultiver

La presse s'est fait l'écho d'une action d'occupation de terres agricoles pour dénoncer la spéculation foncière en Pays Basque.



Ce mercredi matin, une soixantaine de militants du syndicat ELB et de l'association Lurzaindia ont débuté une action d'occupation d'un terrain situé chemin de Berrueta à Arbonne. Ces militants dénoncent la vente d'un terrain de 15 hectares à des fins spéculatives puisqu'il a été vendu à une personne qui n'a pas de projet agricole. Ce cas est exemplaire d'une situation inacceptable : l'intérêt privé de propriétaires fortunés prime sur l'intérêt général de notre territoire. L'aspiration au calme de certains prime sur la nécessité de préserver l'activité agricole.

EAJ dénonce ce type de projet qui consacre la dépossession de terre à forte valeur agricole, en côte basque. Il est impératif d'inverser une tendance qui dénature et appauvrit paradoxalement nos ressources sur le moyen et le long terme.

Il faut stopper le rouleau compresseur de l'activité résidentielle et touristique qui détruit petit à petit notre environnement car :

Elle produit des logements destinés à des gens de l'extérieur ;

Elle consomme du foncier partout et notamment du foncier agricole, comme l'illustre parfaitement l'exemple d'Arbonne ;

Elle monopolise la ressource économique sur un seul secteur d'activité touristique et résidentielle au lieu de maintenir une économie diversifiée et durable garante d'un tissu social, solide, pérenne et durable.

EAJ déclare fondamental le fait que la terre continue d'être cultivée ou utilisée à des fins productives pour que notre territoire ne soit pas dénaturé. Cela doit être une priorité. Aujourd'hui, le Pays basque manque cruellement de terre réservées aux activités agricoles et industrielles.

EAJ revendique de ne se soumettre ni à la spéculation foncière ni à un modèle de tourisme de masse, destructeurs du tissu social et environnemental.

Les pouvoirs publics locaux doivent encourager les initiatives de développement économique rural et industriel. La qualité de vie des campagnes et des villes du Pays basque en dépend. Cela est devenu, ces dernières années, un enjeu vital pour la survie de notre territoire. L'animation d'une gouvernance globale pour une stratégie foncière agricole est aujourd'hui impérative. Des outils de préservation du foncier agricole doivent être mis en place pour ne dénaturer ni nos villes, ni nos campagnes basques.

**Peio Etxeleku, président régional d'EAJ**
**Jean Tellechea, secrétaire régional d'EAJ**
**Jean Claude Saint-Jean, responsable agricole**




Le 05 Juillet 2021 / 2021eko Uztailaren 05an

## EAJ-PNB s'indigne de l'agression de bascophones, à Saint Jean de Luz

Les membres du Biltzar de St Jean-de-Luz d'EAJ-PNB, sont profondément choqués et révoltés par l'agression qu'ont subie des personnes utilisant la langue basque dans leurs échanges avec leurs amis, lors de la soirée des "non fêtes" de St Jean-de-Luz.

Le Biltzar de Donibane Lohizune manifeste son soutien à Jean Louis Iratzoqui et aux autres personnes agressées. Ils tiennent à exprimer leur indignation, devant ces comportements intolérants, à l'égard d'une langue millénaire. Quelle que soient les sensibilités politiques de chacun, l'euskara et ses locuteurs doivent être respectés.

EAJ-PNB rappelle l'importance de soutenir et de renforcer l'usage de l'euskara qui est notre patrimoine à tous.

**Koldo Etcheverria,**
président du Biltzar de St Jean de Luz, EAJ-PNB

Le 29 mars 2021 / 2021eko Martxoaren 29an

## Interviews avec Peio Etxeleku / Peio Etxeleku-rekin elgarrizketak

Peio Etxelekuk deitoratzen du : **" Erraiten eta egiten arteko ezberdintasunak gobernantza paktoan "**

Peio Etxeleku, EAJ-PNBren Iparraldeko burua, Errobi poloaren erreferentea da ere Euskal Elkargoaren baitan. " Harritzen " da ikustea dozier batzu ez direla aipatuak behar diren " barne instantzietan ".

▶ INTERVIEW VIDÉO



Peio Etxeleku regrette **" une hyper centralisation des canaux de décisions "**

Peio Etxeleku, président régional d'EAJ-PNB est également le référent du pôle Errobi, au sein de la Communauté Pays Basque. Il constate un décalage entre les bonnes intentions et la réalité du Pacte de Gouvernance. " Les pôles doivent devenir " les lieux de maturation des projets ", tout en gardant une vision Pays Basque.

▶ INTERVIEW VIDÉO

Le 12 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 12an

## Peio Etxeleku : « gakoa, funkzionamendua hein batean atxikitzea da »

Euskal Elkargoaren fiskalitatea eta Tokiko Bizitegiaren plangintzaz mintzatu da Peio Etxeleku, goiz huntan, Euskal Irratien "goiz berri" emankizunean.

▶ INTERVIEW VIDÉO

Le 21 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 21ean

## Peio Etxeleku : " la Communauté Pays Basque doit réaliser des économies"

Il regrette la hausse de la fiscalité. Il faut en priorité mener un travail approfondi sur les économies de fonctionnement de la Communauté Pays Basque. Un audit est indispensable.

▶ INTERVIEW VIDÉO

Le 28 Mai 2021 / 2021eko Maiatzaren 28an

## Peio Etxeleku : « Nous avons vécu un déni de démocratie »

Peio Etxeleku, le président régional d'EAJ-PNB a dénoncé ce matin, des manoeuvres anti-démocratiques, suite à l'adoption à une large majorité de députés de la loi Molac sur les langues dites régionales.

▶ INTERVIEW VIDÉO

Le 10 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 10ean

## Peio Etxeleku, EAJren presidenteak Peio Abeberry eta Isabelle Auzemery hautagaiak sustengatzen ditu Biarritzeko kantonamenduan

Departamenduko hauteskundeen lehen itzuliaren egun batzu lehenago, presidente bezala ordezkatzen dutan EAJk, sustengu kartsua emaiten diegu Peio Abeberry eta Isabelle Auzemery hautagaiei. Christophe Lamboley Depoire, EAJren alderdikideak parte hartzen du ere hautagai ordezko bezala, Maïna Touranchet-ekin batera. Hautagai horiekin dugun hurbiltasunaren adierazlea da.

Gaur bere arrakastaren alde txarrak pairatzen ditu Biarritzek. Herritar ainitzek ezin dute gehiago bertan bizi, bere erakargarritasun ikaragarriaren gatik. Aurreikusiak izanak ez diren zailtasun batzu bizi ditu hiriak, bizitegi edo mugikortasunaren alorretan. Arduradun politikoen belanaudi berri baten dinamismoa eta tokiko indarren beharrean da Biarritz, eredu berri baten eraikitzeko : bizitegi batean hobekiago izaiteko, hobekiago ibiiltzeko, lanean hartzeko hobekiago eta belanauldien artean elgarrekin hobekiago bizitzeko. Elgarretaratzerako hautagaitza honek obratu beharreko aterabide nahikor eta egingarriak plazaratzen ditu : bizitegiaren Grenelle edo Batera, belanauldien arteko etxea, 400€ko bizikleta txekea, zirkuito laburrak, kirol-osagarria, ...

Euskadin hoekiago finkatzea, baikorra baizik ez litaike izanen Biarritzentzat. Astelehen hontan, Ekainaren 7an, Biarritz eta Donostiaren artean izenpeturiko lankidetza, hortaz adibide argi bat da. « Mugazgaindiko » harreman horietan, punttaren punttan da EAJ. Euskal Autonomi Erkidegoko lehen alderdi bezala, euskal erakunde eta hiri nagusien buru da EAJ, Bilbon, Gasteizen edo Donostian. Eneko Goia, Donostiako auzapezarekin abiatu lankidetzak erakusten du hor ere egiazko nahikeri bat, egitasmo nahikor, egingarri eta bateratzaileentzat : bi hirien arteko ibilbide lotura zuzena, kultur lankidetza indartuak, Biarritzeren parte hartzea Donostian antolatutako Cook & Fashion gertakari ospetsuan, ...

Le 10 Avril 2021 / 2021eko Apirilaren 10ean

## Agglo et augmentation de la fiscalité

**A l'occasion du débat budgétaire et fiscal, aujourd'hui, en conseil communautaire du Pays Basque, Mediabask a interrogé deux élus, dont Peio Etxeleku.**

Cette semaine, rares sont les élus communautaires contactés par MEDIABASK qui ont souhaité aborder la fiscalité, l'un des sujets clés avec le Plan local de l'habitat (PLH) du prochain conseil de la Communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB), qui se tient le samedi 10 avril, en visioconférence. Les débats ne manqueront pas. Et la CAPB s'achemine vers une hausse de la taxe foncière sur le bâti. « On devrait passer d'un taux de 0,29% de la base taxable à 2,79%, soit une multiplication par dix ! » indique Peio Etxeleku, référent et animateur du pôle territorial Errobi et conseiller municipal à ambo-les-Bains. « L'Agglo prévoit également la mise en place de la taxe Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dont la CAPB a la ompétence NDLR) qui devrait correspondre à 40 euros par habitant et devrait également concerner les entreprises, mais à l'heure actuelle, on ne connaît pas encore le taux. Ce qui est sûr c'est que la ponction fiscale devrait être à hauteur de cinq millions d'euros sur le territoire. » Quant à la taxe sur les ordure ménagères, l'élu de Cambo-les-Bains confie qu'elle ne devrait pas être augmentée cette année mais probablement l'an prochain.

**Rien n'a été fait depuis trois ans et l'on paie désormais cette procrastination**

Pour Peio Etxeleku, cette hausse de la fiscalité « est un choix politique qui n'est pas à la hauteur des circonstances. L'économie est sous perfusion et on s'achemine vers une crise majeure, malgré les aides... » L'élu reproche à la CAPB de éder à la facilité d'augmenter les taxes sans avoir au préalable utilisé tous les leviers pour l'éviter. « Aujourd'hui, les marges de manœuvre qu'auraient dû dégager les excédents de fonctionnement pour pouvoir assurer les projets à long terme et garantir un niveau de dettes acceptable n'existent pas. » La faute selon lui, à « l'accumulation rapide d'un nombre de compétences et de politiques très important et une structuration centralisée à marche forcée. » Le conseiller communautaire estime qu'il faudrait d'abord « prioriser les compétences et ré-internaliser des prestations qui aujourd'hui se font en externe » et regrette : « rien n'a été fait depuis trois ans et l'on paie désormais cette procrastination. » Pour l'élu, les schémas prospectifs réalisés lors des ateliers thématiques ne sont pas réalistes : « on dit : cette année on augmente de plus de 7% nos frais de fonctionnement et on va réduire à 1,5% la croissance à partir de 2022. On se met le doigt dans l'œil ! »

mediabask.

# ARTICLES PARUS DANS LA PRESSE
# PRENTSAN AGERTU ARTIKULUAK

Le 18 Juin 2021 / 2021eko Ekainaren 18an

## Peio Etxeleku : « Il y a un malaise psychologique qui est palpable »

Quel regard la nouvelle génération d'élus du Pays Basque a de ce regain de tensions au Pays Basque ? Peio Etxeleku, président d'EAJ-PNB et élu de l'agglomération Pays Basque, milite pour que l'Etat entende les revendications du Pays Basque en matière de langue, de logement et surtout de vivre-ensemble, garants de la paix.

***La manifestation populaire du 26 mai en faveur de la langue a été un grand succès à Bayonne. Les participants se sont montrés très déterminés pour la sauvegarde de l'enseignement en immersif face à la décision du Conseil constitutionnel. Cette manifestation a été bien sûr pacifiste. Mais ne craignez-vous pas que si l'Etat ne revient pas ou ne peut pas revenir sur cette décision, on assiste à une radicalisation de certains défenseurs de la langue ?***

Les défenseurs de la langue sont pacifistes et sont pour le débat démocratique mais il est vrai que la société basque subit en ce moment des phénomènes qui ont une forme certaine de violence. Le rejet de la principale clef de transmission de la langue, qu'est l'enseignement immersif, est une forme de violence. L'augmentation vertigineuse des prix de l'immobilier qui fait qu'en une seule année, le territoire a connu l'équivalent d'une hausse qui correspond à une quinzaine d'années dans un contexte normal, est aussi une autre forme de violence. Certains jeunes peuvent se sentir rejetés dans leur identité la plus profonde par la langue basque et puis physiquement parce qu'ils n'ont plus les moyens d'habiter sur leur territoire. La crainte existe. La réponse violente est certainement une mauvaise réponse à une vraie problématique. Il faut y travailler de façon très approfondie et en concertation.

***Quand on parle immobilier, pour être bien clair, ça n'est même pas une question de pouvoir être propriétaire qui est un rêve totalement inaccessible, mais même de se loger. Il y a des familles basques qui mettent leurs enfants dans les ikastolas et qui sont obligés d'habiter au-delà de Tarnos voire au-delà de Labenne, et qui sont obligés d'organiser des convois pour que leurs enfants puissent rejoindre leurs écoles...***

C'est cela. Il n'est pas à exclure, dans les années qui viennent, que les parents bascophones qui souhaitent transmettre leur langue à leurs enfants soient amenés à créer des ikastolas en-dehors du Pays Basque, dans le du sud des Landes, parce qu'il sera devenu impossible de se loger et de louer à des niveaux de loyer décents pour des foyers de « classe moyenne ».

***Comment peut-on canaliser ce problème autour de l'immobilier ? Est-ce qu'il y a des solutions évidentes et fortes ? Ou est-ce que le politique est dépassé ?***

Il y a une certaine forme de débordement. Je pense qu'en plus, le plan local de l'habitat qui vient d'être adopté et qui s'est inspiré d'un diagnostic qui avait pris fin au début de l'année 2020, n'a pas pris en compte l'impact de cette année très particulière correspondante à l'année covid 2020. Il est important de remettre ce sujet sur l'établi pour qu'en concertation avec tous les acteurs, on puisse entrevoir des solutions inédites et innovantes, avec une prise en main politique beaucoup plus ambitieuse que celle qui existe aujourd'hui. On a beaucoup trop laissé aux opérateurs privés le soin d'apporter des solutions aux problématiques de logement, en construisant trop, sans répondre pleinement aux besoins de la population locale. Je fais partie des entrepreneurs qui ont un certain attachement à l'économie de marché mais il est clair que dans ce cas-là, la logique du marché pur et dur a entraîné un tel emballement que c'est à la puissance publique de reprendre les choses en mains pour avoir une certaine forme de maîtrise. Sinon on va vers des lendemains qui sont inquiétants.

**Nous avons pourtant des outils formidables : Habitat Sud Atlantic, le COL, Office 64... Nous avons aussi l'EPFL (établissement public foncier solidaire). Les outils existent. On sait qu'au niveau de l'EPFL, il manque des moyens par rapport à ce qu'ils aimeraient faire. Tous ces organismes sont en mesure de faire plus si on adaptait dans le budget de l'agglo certaines décisions.** ***Vous êtes élu à l'agglo, et animateur d'un pôle. Est-ce que vous pensez que cette problématique du logement doit être la première des priorités dans les années à venir ?***

Il est clair que le logement monte haut dans l'échelle des priorités à traiter. Aujourd'hui, nous sommes dans un niveau d'urgence absolue. On parle de la création d'un Batera du logement, une forme de « Grenelle du logement » à la sauce basque. Il est important que tous les acteurs soient autour de la table pour imaginer des solutions qui sont inédites. Il faut être particulièrement innovant et ambitieux. Vous avez raison, des outils existent. Il faut certainement leur donner des moyens qu'ils n'ont jamais connus jusqu'à aujourd'hui, en mobilisant tous les leviers financiers que la puissance publique nous autorise à obtenir, y compris la Caisse des dépôts et consignations, l'Etat, etc. On est dans une forme de « quoi qu'il en coûte » pour faire en sorte que la société basque garde sa cohésion. On ne peut pas devenir, dans certains coins, une zone à dominante de résidences secondaires de millionnaires, en organisant le rejet des populations locales vers des contrées qui ne sont pas les leurs.

***La question des prisonniers basques est en suspens. Elle nous rappelle un temps pas si éloigné où il y avait une vraie théorie de l'usage de la violence comme arme politique. Ce sont des thèses politiques qui sont entièrement dépassées aujourd'hui ? Avancer sur la réconciliation et sur cette question des prisonniers, c'est un pas vers l'apaisement ?***

Oui, c'est clair. La perception que j'ai de la situation actuelle, c'est qu'une certaine forme de feu peut couver sous les braises. Il est urgent de définitivement éteindre l'incendie. Des gestes forts et accélérés sur la question des prisonniers et des droits humains font partie des éléments de réponse, de la même façon qu'il faut prendre en compte la situation des victimes et la douleur qui a été engendrée par ce long épisode de violence que le Pays Basque a connu.

***On sait que ce petit pays a très longtemps été épargné par les violences et les incivilités, mais avec la pandémie, on a assisté des explosions de violence notamment à l'encontre de personnes rappelant les gestes-barrières. On se souvient du cas extrême du chauffeur de tram'bus. La société basque est-elle devenue plus violente ? Là encore, quel rôle les politiques, qui sont des pères et des mères de famille, peuvent avoir pour apaiser la situation ?***

Il est important d'activer tous les lieux et tous les moments de vivre ensemble qui font peut-être encore, plus qu'ailleurs, l'originalité de ce territoire. Le fait d'être confiné et de ne pas avoir de moments de sociabilité et de fêtes, peuvent favoriser des gestes incontrôlés. Il y a un malaise psychologique qui est palpable. Les politiques doivent jouer leur rôle comme tous les acteurs de la société civile pour pouvoir rappeler à la raison des gens qui peuvent être à la dérive. Je crois à la vertu de la pédagogie. Le Pays Basque a su démontrer – et les fêtes de Bayonne en sont l'illustration parfaite – que l'on peut rassembler différentes strates de la société autour de la convivialité et des moments d'échanges forts. C'est aussi cela qui permet de canaliser les tendances plus basses de l'homme. Il faut revenir à ces moments-là. C'est facile à dire mais c'est plus difficile à mettre en œuvre. Le Pays Basque n'échappe pas à l'évolution plus fondamentale des sociétés occidentales où on constate de la violence, une violence qui se retrouve parfois aussi du côté de la puissance publique. Cela engendre des phénomènes de rejets mutuels.

***Avec les flux touristiques très importants que l'on attend cet été et avec le fait que beaucoup de résidences secondaires vont être présents, on peut s'attendre à des actions, éventuellement des actions violentes. Bien entendu, vous appelez au calme et à la raison mais est-ce que l'on peut comprendre et imaginer qu'il y ait des actions de revendication et de colère pacifiques mais fortement symboliques cet été ?***

On ne peut que déplorer la mise en place d'actions vraiment violentes. Par contre, il est important que nous soyons en mesure d'entendre cette colère et de co-construire avec elle les solutions qui pourraient permettre un meilleur vivre-ensemble demain. A ce titre, notre mouvement politique va organiser dans les prochaines semaines un atelier où nous allons faire participer plusieurs personnes que nous avons identifiées comme étant expertes de ces questions, pour pouvoir réfléchir à des solutions programmatiques concrètes et précises qui seront mises sur la table pour alimenter le débat et travailler à la mise en œuvre de ces solutions.

Propos recueillis par Jean Philippe Segot

La Semaine du Pays Basque *Article paru dans la Semaine du Pays Basque n°1433, le vendredi 11 Juin 2021*



# Euskara : Hendaye montre la voie

**Depuis 20 ans, la commune de Hendaye a engagé une politique linguistique pour l'euskara, probablement la plus développée d'Iparralde. Beaucoup a été fait pour le développement de la langue basque au sein de ses services et en dehors. Cet engagement a été renforcé par différents dispositifs, à travers des partenariats institutionnels et associatifs.**

Le dernier en date, le Contrat de Progrès, signé pour la période 2015-2020 avec, dans un premier temps l'agglomération Sud Pays Basque, puis avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB), et l'Office Public de la Langue Basque (OPLB), s'est achevé en décembre dernier et il ne sera pas renouvelé. C'est à nous de prendre le relai maintenant et Hendaye montre la voie.

Depuis 2014-15, en Europe, un document collectif en faveur des langues minorisées a été réalisé par les acteurs de la société civile. Ce travail vise à promouvoir une série de mesures pour garantir nos droits linguistiques. Présenté publiquement en 2016 à Saint Sébastien, il a été plébiscité par plus de 120 acteurs sociaux de 30 communautés linguistiques de toute l'Europe, dont les communautés linguistiques de France. Sur la base de ce document, en février 2020, Kontseilua et Euskal Konfederazioa ont ajusté ce cadre méthodologique à la réalité administrative des communes du Pays Basque Nord en reformulant les mesures selon les compétences communales et le droit français, tout en tenant compte de la politique linguistique approuvée par la CAPB. Ce document s'appelle le Protocole pour la Garantie des droits linguistiques – Déclinaison au niveau communal (Déclinaison Communale du Protocole). Il doit contribuer à un mode de travail inclusif et participatif dans lequel la société civile pourra peser davantage dans la définition des politiques. C'est à ce titre que la Déclinaison du Protocole au niveau Communal est un outil nécessaire pour mener des politiques plus efficaces en faveur de l'euskara.

### Hitza hitz : tenir nos promesses en faveur de l'euskara

Aujourd'hui, la société d'Iparralde est prête à soutenir la langue basque, elle le demande. 93% des plus de 16 ans pensent que dans l'avenir, il faudra parler en basque et en français. Le jour de la présentation du Protocole pour la Garantie des Droits Linguistiques, en Iparralde nous étions en pleine campagne électorale pour les élections municipales de 2020. Aussi, dans ce cadre, Kontseilua et Euskal Konfederazioa ont demandé aux candidates et aux candidats de s'engager pour mettre en place des politiques linguistiques ambitieuses et prendre, le cas échéant, le document présenté (Déclinaison communale du Protocole) comme référence pour établir la politique linguistique de la ville pour le mandat. Aujourd'hui aux responsabilités, nous qui avons signé cet engagement, souhaitons engager la Ville d'Hendaye comme ville pilote pour la mise en application de ce Protocole.

Dans son travail, Kontseilua, notre partenaire, s'est chargé d'adapter le protocole aux communes d'Euskal Herria, c'est-à-dire respectivement aux législations des communes du Nord et du Sud. Pour Hendaye, les propositions tirées de ce diagnostic vont permettre de compléter notre politique linguistique pour ce mandat. L'intérêt de cette expérimentation pilote est ensuite de montrer la voie et de préparer le travail pour les autres communes. Elles pourraient disposer d'un modèle ou d'un cadre pour démarrer un projet linguistique dans les normes du Protocole. C'est une occasion unique pour les communes d'Iparralde. En travaillant sur un même modèle, il nous sera possible d'échanger sur les bonnes pratiques, de faire évoluer ensemble ce modèle et pourquoi pas, le tout, dans une association des communes ayant adhéré au Protocole Européen pour garantir les droits linguistiques de l'Euskara.

Il y a un an, c'était une promesse de campagne. Aujourd'hui, c'est l'engagement nous prenons pour soutenir la langue basque. En tant que déléguée à l'euskara à la commune d'Hendaye, avec le partenariat de Kontseilua, notre rôle est d'accompagner un groupe de travail pour mener à bien ce projet.

**Itziar Aizpuru,**

Conseillère municipale à Hendaye, déléguée à l'Euskara. Membre d'EAJ au Biltzar d'Hendaye

La Semaine du Pays Basque

***Article paru dans la Semaine du Pays Basque n°1421, le vendredi 20 mars 2021***



## Au-delà des banderoles...

**Ces dernières semaines, la commune d'Urrugne a fait parler d'elle à travers des banderoles qui invitaient les parisiens « à rentrer chez eux » et « à dégager ». En les accusant d'être « le virus du Pays basque », les auteurs ont tenté, avec mauvais goût et un manque de courage certain, d'alerter la société des conséquences de l'arrivage massif de personnes étrangères au Pays basque.**

On ne peut que désapprouver, sans discussion, cette façon de faire, son caractère anonyme et xénophobe, qui ne fait qu'entretenir une forme de défiance voire de haine envers un bouc émissaire. Mais comment notre société en est arrivée à viser ce public, que les auteurs de la banderole appellent « les parisiens » ?

Essayer de comprendre ce qui a motivé ces activistes locaux de s'en prendre à des personnes proclamées derrière le stéréotype du « Parisien » qui viendraient répandre le virus « chez nous », est une piste. On peut effectivement comprendre la frustration de voir des mesures gouvernementales confuses répandre le doute et la méfiance entre l'ensemble des citoyens, d'où qu'ils soient, depuis des mois.

Essayer de comprendre ce qui manque à notre territoire pour encourager une économie moins tributaire de « l'étranger », est une autre piste. Il faut y répondre avant que ce type de campagne haineuse ne continue de déshonorer Urrugne et plus largement le Pays Basque nord. Je saisis la main tendue par notre maire Philippe Aramendi lorsqu'il souligne que ce genre de débat peut être intéressant tant qu'il se tient de façon transparente et démocratique.

Le 7 avril, en conseil municipal, j'ai questionné le maire, non pas sur la forme et les slogans, mais sur le fond. Au-delà de la qualité des slogans et des messages volontairement alarmistes de trains complets à destination du Sud-Ouest (mais qui ne représentent en réalité que 50% des voyageurs habituellement en transit dans la même période), le fond doit être discuté. Indirectement, ces messages nous alertent sur « la dépendance » de notre économie au tourisme. En 30 ans, notre activité productive a laissé la place à l'économie résidentielle. Celle-ci monopolise nos ressources foncières : le PLH a rappelé l'urgence de freiner des constructions massives, qui ne cherchent pas à répondre aux besoins en logements des habitants du Pays basque. Le problème se pose également pour le foncier à vocation économique, presque totalement absent, et pour le foncier agricole. L'économie résidentielle monopolise également nos ressources financières ; les investisseurs du Pays basque ont compris la rentabilité proposée par cette économie et lui ont consacré la quasi-intégralité de leur capacité. Enfin cette économie monopolise nos ressources humaines ; le haut niveau d'activité de notre économie résidentielle permet d'avoir un fort recrutement, et un niveau de chômage plutôt bas.

Mais, en contrepartie, cela nous oblige à des concessions importantes et structurantes de notre économie : d'une part, le foncier est tourné vers l'accueil des personnes extérieures au Pays basque ; d'autre part, la qualité des emplois se caractérisent par des niveaux de salaires bas et une forte saisonnalité.

En mars dernier, j'avais déjà interpellé le conseil municipal sur le manque de projets économiques, et sur ce blocage dangereux du projet important d'extension de la zone de Berroueta destinée, en grande partie, à des secteurs de l'économie productive et, en outre, d'une centaine d'emplois à la clé. Lors des discussions du Rapport d'Orientations Budgétaires pour Urrugne, rien n'était mentionné en faveur d'un rééquilibrage de l'économie résidentielle vers l'économie productive.

Les solutions proposées se cantonnent d'abord à la maîtrise du foncier pour en faire du logement social et ensuite à favoriser une agriculture de qualité pour finalement, une activité résidentielle de qualité.

Quand je lis ces banderoles qui, encore une fois, n'ont pas lieu de prendre la parole de cette manière, je me dis qu'il faut répondre à ces questions et pallier cette impréparation à penser un rééquilibrage de notre économie.

Plus largement, quelles perspectives offrons-nous ici à nos jeunes d'Urrugne et du Pays Basque nord qui font des études ?

**Jean Tellechea,**

conseiller municipal à Urrugne,
Secrétaire de l'IBB d'EAJ-PNB

La Semaine du Pays Basque

***Article paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1425, le vendredi 16 Avril 2021***

## Corse et Pays Basque : Ensemble, on va plus loin

**Depuis 2019, les gouvernements basque et corse partagent le vieil adage qui dit que seul on va plus vite mais qu'ensemble on va plus loin.**



L'exécutif corse au main des nationalistes depuis 2018 a engagé des discussions avec l'exécutif basque pour échanger des bonnes pratiques en matière de politique publique, sur les affaires européennes, la langue et la diaspora. Ces échanges ont abouti mardi dernier sur la signature d'un mémorandum de collaboration entre les deux gouvernements.

Mardi 13 avril, l'exécutif de Corse a signé un partenariat avec la Communauté Autonome du Pays Basque pour l'aider à faire entendre sa voix auprès des institutions européennes. Cette coopération initiée entre les gouvernements basque et corse est l'aboutissement de nombreux échanges depuis 2019. En septembre 2019, le lehendakari Urkullu avait reçu le président du Conseil exécutif de Corse Gilles Simeoni à Ajuria-Enea, la résidence du Président du Gouvernement basque. Le 24 janvier 2020, Iñigo Urkullu et Gilles Simeoni, s'étaient de nouveau rencontré pour formaliser ces relations entre les deux exécutifs, dans le but de parvenir à un accord de collaboration entre la Communauté Autonome basque et la Communauté corse. La semaine dernière, ce travail a abouti à la signature d'un mémorandum de collaboration entre les gouvernements basque et corse.

### L'Europe, la langue et la diaspora

S'il y a bien trois axes politiques sur lesquels se retrouvent le Pays Basque et la Corse, ce sont bien les affaires européennes, la question linguistique et le fait de pouvoir compter sur une diaspora disséminée de par le monde. Ce mémorandum s'établit sur cinq ans, avec trois axes principaux. Le premier, c'est une coopération en matière d'affaires européennes. La Corse rejoint ainsi un réseau promu par Euskadi, pour améliorer la prise en compte des institutions de ce réseau dans les processus de gouvernance et de décision de l'Union Européenne. Gilles Simeoni l'a souligné après la visio-conférence : « Chaque fois que nous aurons des intérêts communs en jeu, nous les défendrons ensemble, à Bruxelles. Parler d'une même voix, cela nous rend plus audibles [...]. La Corse se fera mieux entendre au plan européen, alors que son poids économique, son poids démographique ne le permettraient pas forcément, si elle restait seule. On a besoin de cette convergence. L'Union européenne, aujourd'hui, reste plus celle des Etats que celle des peuples. ». Sur la politique linguistique, l'exécutif corse compte s'appuyer sur l'expérience basque pour développer la langue, notamment à travers son officialisation pour qu'elle se développe sur le plan éducatif certes, mais aussi dans la société en général, dans les entreprises, dans le sport...

Ensuite, le dernier point porte sur la diaspora car c'est un point important de l'identité de nos territoires. Depuis 1994, le Parlement basque a voté un cadre législatif pour permettre de développer des relations avec les collectivités basques à l'étranger. Cette loi permet aux Basques de l'étranger de participer à la vie politique, économique, sociale et culturelle du Pays Basque. Ce cadre permet aussi au Pays Basque de rayonner à l'étranger à travers la présence de sa communauté basque exilée. Il y a 90 centres associatifs en Argentine, 193 dans le monde, financés en partie par le gouvernement basque, qui diffusent la langue et la culture basque. Ce type d'initiative est une source d'inspiration pour les Corses que ces personnes soient pleinement intégrées. Pour Gilles Simeoni, des dizaines et des centaines de milliers de Corses sont partis vivre ailleurs alors que des liens subsistent et cette ressource humaine est un atout essentiel ».

Présent depuis le début dans ces échanges, EAJ-PNB se félicite de cet accord. Lors de sa visite officielle de janvier 2020, le précédent Président d'EAJ-PNB en Iparralde, Pako Arizmendi avait accompagné la délégation corse et c'est à l'issue de cette réunion qu'ils ont pu établir un plan de travail commun.

**Daniel Daraspe,**

adjoint au maire de Berrogain Laruns, membre de l'IBB

dans *la Semaine du Pays Basque n°1427, le vendredi 30 Avril*

## Euskadi Europan

**A l'occasion de la journée de l'Europe, de la paix et de l'unité, le 9 mai dernier, Peio Etxeleku, président de l'IBB (EAJ-PNB), a réaffirmé les valeurs européennes d'EAJ.**

Chaque année le 9 mai est la journée de l'Europe, de la paix et de l'unité. Ce 9 mai 2021 va au-delà de la célébration annuelle de l'Union européenne. Il marque le lancement de la Conférence sur l'avenir de cette Union. Quelle Europe voulons-nous pour les décennies à venir ? Telle est l'ambition affichée par cette Conférence, à un moment de forte contestation des institutions européennes.

A l'occasion de ce rendez-vous crucial, EAJ réaffirme l'originalité de son message européiste. Oui à l'Europe des peuples. Oui à l'ambition d'un peuple basque européen, à la fois souverain et européen. Oui à une Europe pleinement démocratique, proche des citoyens avec un pouvoir fort, capable de répondre réellement aux grands défis contemporains et les protéger.

Dans le fond, EAJ, cofondateur de la Communauté européenne, en 1957, réaffirme le seul principe capable de conjuguer ces ambitions nécessaires : le fédéralisme. Etre pro-européen aujourd'hui, c'est être fédéraliste européen.

En ces temps de réinvention démocratique, par des formules participatives, cette Conférence sur l'avenir de l'Union européenne doit être exemplaire. Elle fédérera un maximum de citoyens, d'agents sociaux et d'institutions, dans un processus ascendant, de l'échelon local jusqu'au sommet. Cela doit créer un débat riche et aboutir à une Union plus utile, proche et pleinement démocratique. Les institutions issues des élections européennes de 2019 devraient trancher ce débat.

Pour EAJ, les valeurs fondatrices du projet européen sont à réaffirmer et à actualiser : paix, démocratie, droits fondamentaux, parmi lesquels, le droit à l'autodétermination, liberté, solidarité et subsidiarité. La subsidiarité, principe fédéraliste fondamental, affirme faire au plus près des citoyens, les politiques les plus efficaces. Elle est la condition pour que le citoyen soit au cœur de l'Union européenne. Une Union "de bas-en haut" à quatre niveaux de pouvoir : local, régional, Etat fédéré et fédération européenne. Il faut sortir de l'impuissance des Etats souverains actuels : à la fois, trop grands pour être proches des gens et trop petits pour ré- pondre aux défis globaux du XXIe siècle.

Pour EAJ, la Fédération européenne sera la plus efficace pour traiter les Affaires étrangères, la sécurité et la Défense, l'immigration et la politique d'asile, la transformation écologique et digitale, la convergence des politiques économiques, fiscales et sociales. Cette Union disposera de ressources fiscales propres. Elle devra consolider un système de protection minimale et lutter contre la pauvreté.

EAJ souhaite une fédération, constituée d'institutions claires pour être compréhensibles et transparentes. Le Parlement européen et le Conseil de l'Union seront les deux chambres législatives de la Fédération. La Commission européenne en sera le gouvernement. L'exigence de l'unanimité et le droit au veto de chaque Etat seront emplacés par un système de majorités. Le nouveau texte prévoira la résolution des conflits territoriaux, via le dialogue et la médiation politique. Une Directive de la Clarté inspirée du Canada pour le Québec, établira le mécanisme de résolution de ces tensions.

Mais attention, la démocratie européenne doit être réfléchie sans les contrôles parasites des Etats-membres et leurs systèmes politiques éculés. Réfléchir depuis la base jusqu'au sommet, est l'unique issue pour que nous ayons des institutions qui soient utiles pour tous.

Depuis le début de la construction européenne, EAJ a toujours combattu pour une Europe des peuples. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons défendu l'idée d'une Europe démocratique, fédéraliste, proche des citoyens avec un pouvoir réel, capable de répondre aux grands défis contemporains en nous appuyant sur le principe de subsidiarité, et ainsi définir des politiques plus adaptées et efficaces.

Le 9 mai 2021, nous aurons une opportunité unique pour que le projet européen réponde aux aspirations des citoyens et aux défis du XXIe siècle.

**Peio Etxeleku,**

président régional d'EAJ

mediabask.

*Article paru dans Mediabask, le 08 mai 2021*

## La France n'a pas assez confiance en ses institutions locales

J'étais à la manifestation samedi dernier à Bayonne. J'y ai rencontré des milliers d'euskalzale d'Iparralde qui manifestaient pour pouvoir défendre un enseignement en langue basque. J'y ai vu la volonté d'une population inquiète mais déterminée face aux dernières décisions du Conseil constitutionnel français qui a remis en question l'enseignement immersif de la langue basque. Je trouve que la France tarde à prendre conscience de cette richesse. Il est dommage que l'Etat français ne fasse pas confiance à ses institutions locales quand elles répondent à la demande de leurs citoyens.

En Hegoalde, la situation est très différente ici. Il y a environ 750 000 locuteurs basques au sud, pour une population de 3 millions d'habitants. En Iparralde, on parle de 70 000 locuteurs bascophones actifs et passifs et de 300 000 habitants environ. Depuis 1980, en Espagne, la langue basque est reconnue constitutionnellement. Avec l'espagnol, elle est co-officielle dans la communauté autonome du Pays basque et une partie de la communauté forale de Navarre. Sur ces territoires, nous pouvons parler, étudier dans les deux langues, suivant des modalités variées et libres. Pour nous, la langue basque caractérise notre identité, notre patrimoine mais elle nous incite aussi au plurilinguisme, à parler espagnol, anglais et bien sûr français.

En Iparralde, c'est le français qui reste la langue officielle. C'est écrit dans l'article 2 de la Constitution. C'est d'ailleurs cet article que les membres du Conseil constitutionnel ont repris pour débouter la Loi Molac qui offrait une chance de s'ouvrir à votre patrimoine. En France, je crois qu'il n'est fait référence aux langues régionales que dans l'article 75.1 selon lequel « les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France ». Cela peut nous surprendre, à nous, qui n'imaginons pas notre langue conservée dans un musée. Entre Hegoalde et Iparralde, la situation est donc très différente. Apprendre le basque, est pour nous une chance qui favorise l'apprentissage d'autres langues. Il faut que Paris prenne à son tour conscience des attentes des habitants des territoires français qui, aspirent, eux, à vivre leur identité multiculturelle.



Heureusement le droit français reconnait et organise le plurilinguisme en matière d'enseignement bilingue, de double affichage des panneaux signalétiques, ou encore de programmes de radio et de télévision... L'Etat français, les collectivités comme la Communauté d'agglomération Pays Basque, l'Office publique de la Langue basque travaillent à faire vivre l'euskara. Mais encore aujourd'hui, rien ne clarifie la situation des locuteurs en langue basque du point de vue des droits linguistiques. Il manque un cadre législatif qui reconnaisse officiellement le droit à pratiquer l'euskara. Chaque année, le citoyen d'Iparralde qui voudrait que ses enfants apprennent en basque est soumis à l'interprétation du texte constitutionnel par un juge. L'apprentissage de l'euskara en est fragilisé en France.

Dans l'Etat Espagnol, tout comme le recommande le Conseil de l'Europe, nous cherchons à promouvoir les langues régionales ou minoritaires . C'est aussi pour cela que nos institutions, à la Communauté Autonome Basque ou en Navarre, favorisent leur utilisation dans la vie publique et privée. Je sais que EAJ-PNB en Iparralde travaille à faire évoluer les cadres législatifs et règlementaires pour assurer la revitalisation de la langue basque. C'est sûrement la meilleure solution. Si pour protéger l'euskara, il faut un statut de co-officialisation de la langue basque au sein de la Communauté d'agglomération Pays basque, il faut l'obtenir. S'il faut modifier la Constitution, comme l'a déclaré votre ancien Ministre, François Bayrou, il faut le faire. Mais il ne faut pas tarder ; les basques d'Iparralde ont été en nombre dans la rue samedi pour le rappeler.

**par Andoni Ortuzar,**

Président de l'Euzkadi Buru Batzar
(direction nationale) d'EAJ-PNB

La Semaine du Pays Basque
*Paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1432, le vendredi 04 Juin*